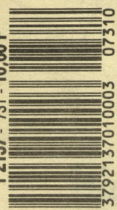


T 2137 - 731 - 10,00 F



hebdo

# le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

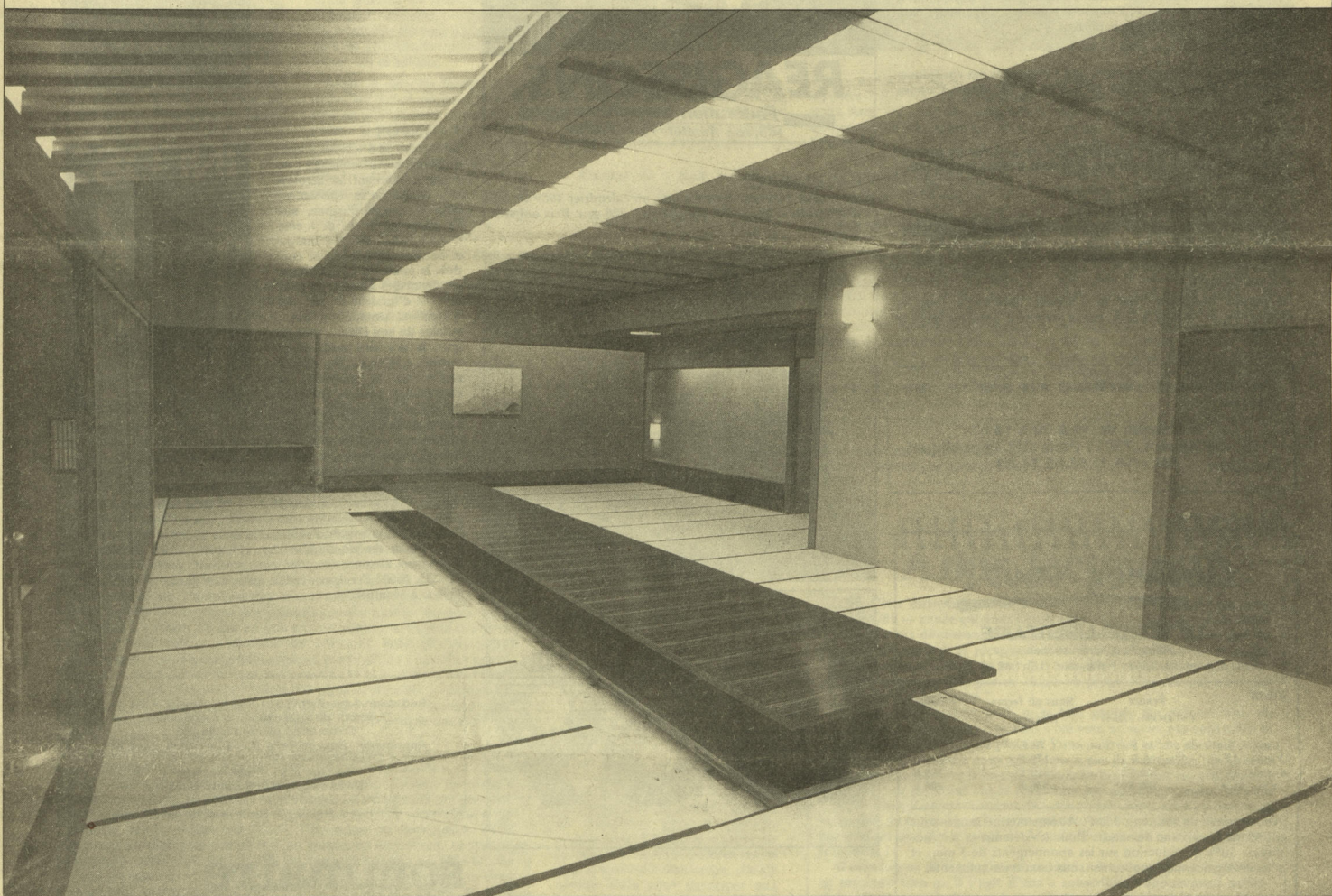
adhérente à l'I.F.A.

N°731 JEUDI 22 DÉCEMBRE 1988 10,00 F

## CFDT - PTT



# Le dernier qui sort éteint la lumière !



### PTT

Interview d'un  
militant de la CNT  
à Lyon-Montrochet.  
PAGE 12

### HAÏTI

« Le 17 septembre  
n'était rien d'autre  
qu'un poisson d'avril ».  
PAGE 10

### CORSE

Histoire et raisons  
de la dépendance  
économique.  
PAGES 5 ET 6

Fop 2520

# communiqués éditions

• **TOULON**  
Le groupe Région toulonnaise et le Centre d'étude et de culture libertaire organisent une exposition de peintres libertaires : « Armant-Yano » du 3 au 24 décembre, au cercle Jean-Rostand (rue Montebello, à Toulon). Vernissage samedi 3 décembre à 15 h. Ouvert les mercredis, samedis, dimanches (de 15 h à 18 h 30), entrée libre.

• **LILLE**  
Le Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux lance une cassette de prêt. Sont disponibles d'ores et déjà une série d'interviews sur Mai 68 ; des témoignages sur la précarité et le revenu minimum ; une évocation de la vie de Louis Lecoq ; les souvenirs de Maurice Joyeux ; des dossiers consacrés à la Pologne, à l'Algérie, à Haïti, à la Kanky, à l'Espagne de 1936, à l'anarchisme ; des enregistrements de conférences organisées par le centre culturel (Vladimir Borissov, Catherine Baker, etc.), ainsi que de très nombreux autres documents sonores. Certaines de ces cassettes peuvent également être dupliquées et mises en vente. C'est ainsi que la réunion-débat en compagnie de Catherine Baker, auteur des « Cahiers au feu », est disponible au prix de 60 F port compris (trois heures d'enregistrement). Pour tout renseignement : CCL, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille (tel : [16.1] 20.47.62.65).

• **LILLE**  
Le groupe « Humeurs Noires » vend le « Monde libertaire » chaque mercredi à 12 h à la sortie du lycée Faidherbe ; chaque vendredi de 17 h à 19 h devant la gare de Lille et chaque dimanche de 10 h 30 à 12 h 30 au marché de Wazennes. Vous pouvez également nous rencontrer chaque jeudi de 12 h à 13 h 30 devant la table de presse (livres, brochures, etc.) dans le hall de la faculté de Lille III (métro Pont-de-Bois) et chaque mardi de 19 h à 20 h à la ANE, 23, rue Gosselet, à Lille (métro République), lors de notre permanence. Pour tout contact : « Humeurs Noires », BP 79, 59370 Mons-en-Bareuil.

• **LILLE**  
« Humeurs Noires », c'est aussi une émission et des chroniques libertaires chaque samedi de 19 h à 20 h, sur Radio-Campus (91.4 MHz).

• **ARDENNES**  
La liaison des Ardennes rappelle qu'il est possible de prendre contact avec elle en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront.

• **CLERMONT-FERRAND**  
Une liaison est en création sur Clermont-Ferrand, les anarchistes qui désirent entrer en relation avec elle peuvent écrire aux Relations Intérieures qui transmettront.

• **ASNIÈRES**  
Le groupe Malatesta vend le « Monde libertaire » tous les dimanches, de 10 h 30 à 12 h, sur la marché d'Asnières (près de la mairie).

• **Permanence du secrétariat aux relations intérieures :**  
le samedi, de 14 h 30 à 18 h,  
145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République)  
Tél : (16.1) 48.05.34.08

**Abonnez vous !**

**LE MONDE LIBERTAIRE**  
Rédaction-Administration  
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....  
Adresse.....  
Code postal..... Ville.....  
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien  
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin  
Pour tout changement d'adresse,  
joindre la dernière bande de routage.

• **AFFICHE**  
Le groupe Sacco et Vanzetti vient d'éditer une affiche anticléricale. Celle-ci est en vente à la librairie du Monde libertaire (affiche 70 x 100, impression noire sur fond blanc). Prix de vente : 5 F l'unité en dessous de 10 exemplaires ; 1,20 F l'unité à partir de 10 exemplaires.

**EN BASKETS OU EN LATIN  
LA RELIGION  
NIE L'INDIVIDU**

sexualité condamnée...  
cinéma incendié...  
spectateurs agressés...  
appels à la censure...

**REAGISSONS.**  
Fédération anarchiste  
145, rue Amelot 75011 PARIS

• **CALENDRIER**  
L'imprimerie fédérale vient d'éditer un calendrier 1989 en deux couleurs (format 29,7 x 42, couché mat, 220 gr.). Prix unitaire : 15 F.



Il n'est de Bachelard à vendre!

**1989**

Tableau de calendrier pour l'année 1989.

**Souscription**  
Sous les pavés... un livre. Les émissions « Femmes libres », « Chronique du lundi », « Blues en liberté », « Chronique syndicale » de Radio-Libertaire, le groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste fêtent les 20 ans de Mai 68 en allant à la rencontre de quelques-uns et quelques-unes de ces anonymes qui ont été les véritables « acteurs » et « actrices » de Mai 68. Les témoignages de nos rencontres seront publiés à l'automne prochain. Pour nous aider à les faire paraître, nous lançons une souscription de 50 F minimum. Les chèques sont à libeller à l'ordre de H. Lenoir et à adresser à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

# éditions

• **« LE FARFADET »**  
Le numéro 5 du « Farfadet », journal édité par le groupe de Nantes, vient de paraître. Au sommaire, un gros dossier sur le sort réservé aux Indiens d'Amérique ainsi qu'une réflexion sur le végétarisme. Et d'autres choses en sus... Pour se le procurer, envoyez-nous : 6 F en timbres pour un numéro ou 20 F en timbres pour 5 numéros. Adresse : Magazine libertaire, Radio-Alternantes, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes.



• **« CONTRE VENTS ET MARÉES »**  
Le numéro 54 de décembre 1988 du journal « Contre Vents et Marées » est paru. Il est disponible au prix de 5 F à l'adresse suivante : Contre Courant, c/o La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.



• **« INFOS »**  
Le numéro 24 d'« Infos » vient de paraître. Au sommaire : un article concernant les aérosols et le danger qu'ils représentent pour la couche d'ozone, une BD éco en forme de « côte d'alerte », un dossier d'analyse et de dénonciation de la corida, le point sur l'objection et ses dérapages actuels, un petit mot « d'humeur » sur les « dernières tentations » des enfants du bon Dieu... voilà en gros, la première partie de ce nouvel « Infos ». Un dossier étoffé sur la pauvreté, la richesse, qui s'intitule « l'argent des autres », un papier sur la CFDT d'aujourd'hui, au lendemain de son congrès de Strasbourg... c'est la seconde partie du journal. Si on y ajoute les infos dernières sur le « Comité des Enragés » et la CNT et, l'édition qui dénonce les attaques répétées contre la grève, vous aurez un aperçu complet du contenu de ce numéro 24 ! Alors courez vite l'acheter, il vaut 10 F, et on peut le trouver à Perpignan, aux librairies Infos (rue Guiter), Torcatis (rue Mailly), Le Futur Antérieur (rue du Théâtre), Catalane (place J. Payra), à Paris à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, dans le XI<sup>e</sup>. Pour vous abonner ou pour nous soutenir, écrire à « Infos », BP 233, 66002 Perpignan cedex, chèques à l'ordre du CES (CCP 3096-L à Montpellier).



Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>  
 Directeur de publication : Maurice Joyeux  
 Commission paritaire n°55 635  
 Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19<sup>e</sup>  
 Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Routage 205 — Publi Routage  
 Diffusion SAEM Transport Presse

# sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Social : Exclusions à la CFDT, Editorial, Amis lecteurs — PAGE 4, Luites : Marche ou grève, Insertion et rejet, Fac de Besançon, En bref — PAGE 5, Société : Situation générale de la Corse — PAGE 6, Société : Situation générale de la Corse (suite de la page 5), Pays basque, Communiqué — PAGE 7, Société : A rebrousse-pois, Nom de Dieu, Nouvelles du front, Devises en stock, Rassemblement antimilitariste, le cirque à Limoges — PAGE 8, Informations internationales : Séminaire international pour la paix dans le monde — PAGE 9, Informations internationales : Séminaire pour la paix dans le monde (suite), Belgique — PAGE 10, Dans le monde : Haïti, Espérance et perestroïka — PAGE 11, Expressions : Radio-Beffroi, Disques, Notes de lectures, Sélection de programmes de Radio-Libertaire — PAGE 12, Social : Interview d'un militant de la CNT, postier à Lyon-Montrochet, Le RMI.

## LA CRISE À LA CFDT-PTT Le fossé s'élargit !

La mécanique infernale est en route et ne s'arrêtera plus. Comme on pouvait s'y attendre, après la suspension des organes directeurs du syndicat des services postaux de Paris et de l'union régionale d'Ile-de-France, la fédération CFDT-PTT a poursuivi sa logique en suspendant de leurs responsabilités la quasi-totalité des bureaux de section des Postes de Paris, soit plus de 150 militants de base, le 9 décembre. Puis, le 14 décembre, ce fut la suspension des bureaux départementaux de cinq autres syndicats de la région : Paris Télécom, Chèques Postaux, Hauts-de-Seine, Val-de-Marne et Val-d'Oise. Et ce n'est sans doute pas fini.

**P**EUT-ON encore amener les structures CFDT à revenir en arrière ? Il se trouve de moins en moins de militants dans la région Ile-de-France PTT pour oser y croire. Pour deux raisons au moins, l'irréparable est accompli.

- La proximité des élections professionnelles et de la date limite de dépôt des candidatures (31 janvier) ne laisse plus la moindre marge. Il serait impossible en quelques semaines de reconstruire les listes de candidats CFDT que les syndicats ont par force laissées à l'abandon.

- L'affaire est trop grave pour pouvoir s'arrêter là. D'ores et déjà, un grand nombre d'adhérents ont décidé de quitter la CFDT et ne reviendra plus en arrière. Ainsi, si la fédération décidait d'annuler ses décisions, les équipes militantes s'en trouveraient fort réduites et surtout privées de la meilleure partie de leur base. Des syndicats « réintégré » en sortiraient très affaiblis et donc vulnérables pour une rapide reprise en main.

On est parvenu à un point de non-retour. Continuer à marquer son refus des exclusions et à exhor-

ter la fédération à revenir sur ses décisions ressemble plus à une clause de style obligée qu'à une volonté réelle. Mais les militants n'ont pas le choix : il faut assumer les conséquences de la rupture et aller jusqu'au bout.

### Les SSUD sur les rails

C'est ce qu'a fait le congrès extraordinaire de l'union régionale réuni le 15 décembre à la Bourse du travail de Montreuil. Les motions adoptées à une très large majorité oscillent entre 85 et 95% des mandats représentés (70% du total de l'UR) sont suffisamment claires à ce sujet.

Ces motions constituent un véritable ultimatum à la fédération : soit vous reculez très vite, soit le 20 janvier 1989 très précisément une assemblée régionale prendra acte du caractère irréversible de ces décisions et se transformera en congrès constitutif d'une nouvelle organisation syndicale.

Cette organisation syndicale verra de toutes façons le jour bien avant puisque — élections professionnelles obligent — seules les organisations dûment déclarées à la date du 31 décembre pourront présenter des candidats.

Même si dans les formes la scission n'est pas encore proclamée, on peut considérer que les carottes sont cuites. On voit mal comment la fédération pourrait encore reculer, surtout qu'elle a commencé à justifier ses décisions *a posteriori* en montrant du doigt cette nouvelle organisation en gestation et en expliquant : « vous voyez bien qu'ils s'y préparaient de longue date puisque visiblement tout était déjà prêt. »

Cela est évidemment faux. Tout est allé très vite dans la réflexion de militants sanctionnés et c'est en

quelques jours, à partir des premières mesures qui annonçaient le côté irréversible de l'entreprise, que tout a été décidé et mis en place. Les statuts sont provisoires, le fonctionnement plutôt difficile, même le nom témoin de la rapidité des opérations : les SSUD (Syndicats solidaires, unitaires et démocratiques) devront leur appellation à la néces-

sité que certains de ces futurs partenaires ont posé des conditions à l'intégration de la CFDT dans le processus : celle-ci doit d'abord se débarrasser de ses opposants trop voyants et trop agités. Sinon, comment pourrait-on envisager sereinement la constitution de cette force syndicale tranquille dont l'objectif est d'asseoir sérieusement l'influence du

quelque justification aux accusations confédérales. Ce ne sera ni un syndicat trotskiste ni un syndicat anarchiste, mais un syndicat pluraliste qui devra se fixer des règles minimales :

- un réel fonctionnement fédéraliste, respectant l'autonomie de décision et d'action des structures de base ;



sité de trouver très vite un consensus entre ceux qui tenaient à l'un des trois adjectifs. Ce n'est sans doute pas le meilleur nom possible, mais l'urgence a ses impératifs...

### Kaspar, le « Red Ader » de Matignon

Cette politique d'exclusion et de « nettoyage » qui se déroule simultanément dans les fédérations des PTT et de la Santé atteint une telle ampleur et une telle systématisation qu'il n'est pas impossible de considérer que c'est une succession d'affaires ponctuelles qui l'a déclenchée. Il y a derrière cette opération, légitimée par les interventions de Maire et Kaspar au Congrès confédéral de Strasbourg, des raisons plus profondes que le refus de mélanger syndicats et coordinations. Deux éléments essentiels guident la CFDT dans cette affaire.

1. L'inspiration politique des dirigeants de la CFDT, venus de ce que l'on appelle « la deuxième gauche », est plus rocardienne que jamais. La réhabilitation du patronat dans son rôle dirigeant des entreprises, l'acceptation de la logique du profit et de la concurrence jusque dans les négociations salariales, tout ce qui a fondé le « recentrage » de la CFDT s'est encore approfondi avec l'arrivée d'un « pote » à Matignon. La CFDT pouvait-elle mettre en cause le Premier ministre ? Evidemment non, et c'est la clef du problème. La CFDT aspire à jouer un rôle de régulateur social qui n'est plus de définir des revendications et de déclencher des grèves pour les obtenir, mais d'intervenir, dès qu'une grève éclate, pour tenter de la faire cesser. On l'a vu chez les infirmières, chez les chauffeurs postaux parisiens comme à la RATP, le schéma est invariable : la CFDT découvre le conflit après son démarrage, elle s'y associe alors pour participer aux négociations et proposer la reprise du travail dès après la première séance de discussion. La CFDT est devenue le « pompier volant » du gouvernement.

2. La CFDT ne pense pas avoir la force de réaliser un tel travail toute seule. Pour ce faire, elle s'associe à tous les syndicats dits modérés qui sont, comme par hasard, les mêmes qui sont engagés dans l'opération de recomposition syndicale issue du projet FEN. Bien que la salle des congrès de Strasbourg n'ait pas retenti de déclarations ou de débats à ce sujet, il est clair que l'opération se développe dans l'ombre. Or, on

Parti socialiste dans la classe ouvrière ? Il n'y a pas de moutons noirs dans les rangs des syndicats autonomes de la police ou de la RATP...

### Quels objectifs pour demain ?

Mais que sera donc ce futur syndicat ? D'abord il faut bien voir que les structures qui se mettent en place actuellement pour cause d'urgence liée aux élections professionnelles sont provisoires. Les véritables congrès constitutifs ne se tiendront que dans plusieurs mois, le temps de rassembler le maximum d'adhérents, qu'ils sortent ou non de la CFDT, et d'élaborer à partir de la base l'ensemble des textes de référence (statuts, règles de fonctionnement, orientation générale, etc.).

Une chose est sûre, ce nouveau syndicat n'entend pas accorder une

- une orientation favorable à l'action dans un cadre unitaire. Unitaire, cela veut dire seulement qu'on aspire à favoriser l'unité syndicale, mais également à forger l'unité du personnel associant syndiqués et non-syndiqués, que ce soit sous la forme de coordinations, de comités de lutte ou autres ;

- un objectif interprofessionnel bien affirmé. Ce n'est pas parce que l'affaire se limite pour l'instant à un ou deux secteurs professionnels qu'il faut prendre son parti de créer une organisation qui restera par force corporatiste. L'opération de recomposition syndicale va se poursuivre, les autres secteurs seront touchés un à un, et il faut préparer l'accueil de tous les syndicats qui se trouveront un jour dans le même cas.

Le SSUD, on n'a pas fini d'en parler !

LEGRAND

## Editorial

**A**RMÉNIE-PALESTINE : une avalanche de pierres et de douleur réunit ces deux peuples. Le séisme qu'a connu la semaine dernière l'Arménie a été du pain béni pour les vau-tours de tout plumage : adeptes de la charité sélective, pleurichards rampants dont nous connaissons la valeur des larmes, montreurs d'images sordides, de ruines et de corps rompus... L'Arménie aura satisfait ces volatiles peu recommandables. Abreuvé d'images, de quêtes, de mots, nous assistons au calvaire d'une population à laquelle Gorby — encore lui — vient de donner le bâton. La nullité des secours apportés par l'oncle russe avait surpris les équipes occidentales, mais puisqu'équipes occidentales il y avait, ce qui en soit est un signe incroyable d'ouverture, il valait mieux s'abstenir de critiquer. Mais Gorby, grand ordonnateur de la bourgeoisie rouge, profitant de l'aubaine sismique pour réprimer durement le mouvement nationaliste arménien, provoque une dissonance sérieuse dans la limpide glasnost. Le mauvais ciment qui soudait les pierres aujourd'hui disjointes lui aura servi politiquement. Lorsqu'on frappe un peuple endeuillé, la transparence s'opacifie.

Les pierres aussi ont donné à la Palestine le droit à la « crédibilité occidentale ». L'intifada, cette guerre des pierres, à mains nues contre une armée d'occupation, prouve à la face du monde la détermination, la tenacité et le courage d'un peuple qui revendique le droit à sa terre et à sa dignité. La récente reconnaissance d'Israël par le leader de l'OLP, l'abandon du terrorisme, et le recours au dialogue ont réussi en quelques semaines, et par un habile jeu diplomatique, ce que de longues années de lutte armée n'ont jamais permis : l'isolement d'Israël. Même les Etats-Unis acceptent la discussion avec l'OLP, c'est dire les garanties qu'a dû donner Yasser Arafat. Hier encore, Arafat était interdit de séjour à New-York, parce que dangereux terroriste, et aujourd'hui, l'Oncle Sam se dit prêt au dialogue. La situation serait comique si tous les jours l'armée israélienne ne se montrait — à l'image de toutes les armées de la planète — d'une efficacité meurtrière redoutable. La partie d'échecs diplomatiques qui se joue à l'échelle planétaire semble découvrir un avantage pour l'OLP et sa hiérarchie.

Et ceux qui souffrent de ces stratégies de haut vol, ceux auxquels on ne demande que de jeter des pierres ou de recevoir du plomb, verront-ils leur situation améliorée par leur futur chef de l'Etat palestinien en gestation ? A reprendre l'histoire des luttes de libération nationale, les échos qui nous viennent d'Algérie nous conduisent à soumettre fraternellement ce conseil à nos amis palestiniens : « Gardez vos pierres compagnons, car demain il faudra affronter vos maîtres palestiniens ! »

## Amis lecteurs

Afin d'être diffusés dans un nombre encore plus important de kiosques en 1989 — année qui nous l'espérons sera historique par le rayonnement que nous donnerons aux luttes sociales en France et non par un bicentenaire léniñant et récupérateur — il nous faut trouver au moins 300 nouveaux abonnés (d'un an) d'ici la fin 89. Cela afin de ne pas mettre en péril notre trésorerie par un tirage en progression, ce qui n'est pas vraiment le but recherché !

Ces nouveaux lecteurs qu'il nous faut gagner dès aujourd'hui, eh bien ! ce sont vos proches, vos amis à qui vous ne savez pas quoi offrir et à qui un abonnement ferait plaisir ! Vous pourriez même abonner votre pire ennemi si vraiment nous ne risquions pas de représailles violentes...

Nous avons reçu des lettres de lecteurs de longue date pour la plupart qui hélas ! ne pourront pas se réabonner par manque d'argent. Si vous ne savez pas qui abonner autour de vous, pensez à eux car il est vraiment important pour nos vieux lecteurs qui souvent n'ont plus de lien avec le mouvement que par le canal du *Monde libertaire* de pouvoir le garder, justement !

Si cette forme de soutien vous convient, adressez-nous vos règlements en précisant bien qu'il s'agit d'une « souscription abonnement solidarité » (1). Il y a mille façons de manifester votre soutien à la presse libertaire, mais soyez sûr qu'entre tous celui-ci sera apprécié à sa juste valeur par ses bénéficiaires.

Naturellement, nous vous tiendrons au courant régulièrement de l'état de cette nouvelle souscription en publiant les noms (comme toujours avec leur accord) des souscripteurs et des nouveaux (ré)abonnés. En fonction de votre soutien et des différentes situations qui pourront se présenter, nous nous chargeons bien sûr de contenir un maximum de lecteurs, au besoin en réabonnant pour 6 mois grâce à une souscription de 290 F plutôt qu'un seul pour une durée d'un an. Cela dépendra de vous, mais nous sommes persuadés qu'entre libertaires nous saurons donner au mot solidarité son véritable sens !

Les administrateurs

(1) Cf. tarif page 2.

## SYNDICATS

## Marche ou grève !

CA sent la mutation dans le mouvement syndical ; pas la mutation de type promotionnel comme en on voit dans l'administration, mais plutôt une nouvelle collection Europe 93. Les vieux mannequins ont à charge de faire appliquer sinon un style new-look du moins une ligne adaptée, entérinée par les différents congrès. Pour les salariés cet été la ceinture se portera un peu plus serrée sur le tissu tricolore.

## Dans les boutiques

Pour sa boutique, la CFDT joue les liquidations avant inventaire et on peut s'attendre, compte tenu du futur marché unique, à voir ses responsables faire le constat du siècle, disant à quelques autres : « Ne restons pas isolés, la concurrence est dure et, puisque si peu nous sépare, prenons une même raison sociale ».

Au moins il restera quelque chose de social dans l'affaire.

Alors, sous une bannière fraîche et moderne, apparaîtra ce qu'attend la social-démocratie : un syndicat responsable avec qui on peut débattre sans choquer. Pas très attirant ce type de syndicalisme.

En face de ça, je devrais être satisfait, parce que : « Nous à la CGT ça bouge et ce n'est pas l'Europe qui nous fera modifier notre position puisqu'il y a longtemps qu'on dit ce qu'on pense et qu'on pense juste ».

Question unité pas de problème non plus, le syndicat de masse et de classe s'est prononcé pour une centrale unique des travailleurs depuis belle lurette : « unité sur nos bases sans perdre notre identité ».

Côté Europe, la CGT fait mieux que les autres et déborde le rideau de fer. Adhérente à la FSM, elle entretient des rapports étroits avec

les syndicalistes officiels, quoi de plus sérieux ?

C'est vrai qu'il ne faut pas caricaturer, c'est vrai que les syndicats CGT sont généralement dans les luttes, c'est vrai que les militants sont présents dans les luttes qui se multiplient (si ça continue il va falloir que je paye pour rester à l'effectif de ma boîte), que les manifestations de la CGT occupent le pavé, que la CGT ne signe pas des accords au rabais.

Tout cela est parfaitement juste et aussi certaines actions de type direct ne me chagrinent pas, au contraire. Mais la perspective dans tout ça c'est quoi ?

• Quand on nous dit que cette évolution des luttes a trouvé sa traduction politique, et qu'on peut être satisfait que le PCF confirme au travers des élections une remontée de son influence (sic) (1).

• Quand la CGT rencontre des représentants du PCF et accouche d'un texte constatant que l'histoire du syndicat est intimement liée (Georges tu me chatouilles) à celle du

parti, en réaffirmant lourdement que la CGT garde son indépendance.

• Quand les travailleurs se regroupent ailleurs pour mener une lutte et que le syndicat colle aux fesses en applaudissant les adhésions nouvelles et les créations de bases organisées, alors que d'autres foutent le camp ou que les cotisations rentrent mal.

## Et la lutte au quotidien ?

Nous restons plusieurs sans doute à nous battre dans nos entreprises pour de l'embauche, c'est donner aux chômeurs la preuve tangible de notre solidarité.

Nous nous battons également pour que ne soit pas mis en pièce ce qui a été arraché par la lutte, toujours.

La lutte pour le quotidien c'est bien dans les syndicats qu'elle se mène, même et surtout en dehors des périodes de fièvre sociale, mais nous pourrions être plus nombreux si nous n'avions pas cette sensation, périodiquement confirmée au rythme des consultations électora-

les, que nous bagarrons pour qu'un député conserve son siège.

L'avenir ça se construit debout, ne vous en déplaie, et ceux qui ont tué l'espoir à force d'entourloupes nous laissent dans un sacré beau merdier à l'heure de la désyndicalisation. Les confédérations ont beau réajuster leurs lognons pour voir loin et prévoir, ce sont peut-être les verres qu'il faut changer. De toute façon, il faudra faire vite, les déçus du syndicalisme augmentent, déçus par les compromissions ou par les trahisons. Il reste à leur proposer une perspective syndicale, alors seulement on verra se figer le sourire chez les charognards d'en face, qui sont toujours d'accord pour que soient maintenues les classes et l'exploitation, et surtout qu'on ne leur parle pas de lutte.

Jean AUBEL

(1) Il sera intéressant de voir quelle ardeur sera déployée après la réponse du PS pour les accords sur les municipales le 11 décembre dernier.



## Grève à la faculté des lettres de Besançon

Le chef du gouvernement a promis au bon peuple de France que son éducation était « la priorité des priorités ». Pour son édification, il se lance dans le dernier grand projet qui doit couronner son règne : une grande bibliothèque qui soit à la mesure de l'Europe. Des citoyens plus instruits, est-ce à dire plus responsables politiquement ou plus rentables économiquement ? Une grande bibliothèque à Paris ? Une de plus. Les étudiants de la France entière se réjouissent, ils pourront continuer à courir après les livres dont ils ont besoin.

Pour 1989, 25 milliards de francs de crédit et 500 postes supplémentaires sont accordés à l'enseignement supérieur. A Besançon, les personnels, ingrats, font la grève. Depuis la rentrée universitaire le personnel (ATOS), syndiqué ou non, poursuit une grève du zèle. Depuis 1979, le nombre d'étudiants ne cesse d'augmenter et pourtant 11 postes ont été supprimés. Comme à l'habitude, on cherche les responsables : le ministre se décharge sur le recteur qui ne peut rien et en appelle au maire...

De fait, pour les étudiants abreuvés du discours fumeux des hommes politiques (voir plus haut), c'est jour après jour la foire ; les salles de cours en nombre insuffisant doivent être tirées au sort ! Alors, depuis près d'un mois, ils se sont organisés. La grève vient d'être votée à 52%, reconductible chaque semaine. Des piquets de grève sont formés, les salles sont vidées de leur squelettique contenu.

Des actions symboliques sont menées en ville pour sensibiliser la population, des cours se sont tenus dans une salle de spectacle, dans une usine : il manque 56 profs, 11 ATOS, 5 800 m<sup>2</sup>. La grève est conduite par une coordination dont ne sont pas absents les syndicats.

Lundi 12 décembre, une centaine d'étudiants se sont manifestés devant le président, en visite à Belfort. Mardi 13, une délégation a été reçue par le maire socialiste de Besançon. Résultat des courses : « J'en parlerai, on verra... ».

Aujourd'hui encore, les étudiants prennent conscience de la valeur des promesses et des discours du pouvoir. Cette conscience disparaîtra-t-elle sitôt les revendications satisfaites, comme en 1986, après le retrait du projet Devaquet ? Les étudiants auraient-ils un intérêt à oublier l'immoralité structurelle du système dont ils vont profiter ?

SIC (Besançon)

## Drame de l'insertion : 17 victimes

« M AIRIE de Vias, recherche Français de souche, bac + 2, pour stage d'insertion. Bonne éducation indispensable, adhésion Rotary Club souhaitée. Tél. : 67.21.66.65. »

Avec une telle annonce, le public recruté pour les stages d'insertion ou de préqualification serait sans doute un peu plus sélect. Mais la réalité étant ce qu'elle est, ce public ne répondrait pas aux critères de la bonne société : beaucoup de « bronzés », quelques anciens taulards, des analphabètes... Cela fait désordre pour les braves gens quand un tel stage est organisé dans leur commune. C'est pourquoi M. Saint-Blancat, maire PR de Vias, dans l'Hérault, a choisi de rompre unilatéralement du jour au lendemain la convention qui liait sa mairie avec l'association « Passerelles », coorganisatrice avec le Fond d'action sociale et la Délégation régionale à la formation professionnelle d'un stage de préqualification pour quinze demandeurs d'emploi de la région.

Le clientélisme électoral, le racisme et le rejet des exclus en tous genres, ne sont pas absents d'un tel choix. Le bilan est lourd. Dix-sept personnes sont sur le carreau : les quinze stagiaires et les deux formateurs, provisoirement privés d'emploi.

## Un stage qui dit non à l'exclusion

Pendant l'été 1988, un premier accord pour monter un stage sur la commune d'Agde, dans l'Hérault, avait déjà été dénoncé par M. Leroy-Beaulieu, le maire de cette localité. Des motifs financiers avaient été invoqués. En fait, comme ce stage devait accueillir des Maghrébins, le racisme de l'équipe de Leroy-Beaulieu semble avoir été la véritable raison de ce rejet.

Finalement, c'est à Vias, localité de 2 500 habitants, située à quelques kilomètres d'Agde que se déroulera le stage de préqualification de « Passerelles ». Les stagiaires sont au nombre de quinze : cinq sont des Viassoises et dix des Agathois.

Leur niveau de qualification est bas, voire nul. De plus ils traînent de lourds « handicaps » aux yeux de la société : anciens détenus, immigrés, Gitans, marginaux... Ce stage peut être pour eux une issue pour sortir de la zone. Sans se faire d'illusions, une qualification,

par les temps qui courent, c'est mieux que rien.

Les formateurs de « Passerelles » ont choisi de bosser sur un chantier réel et non sur un chantier-école, généralement détruit avant l'arrivée du groupe de stagiaires suivant. On comprendra aisément les intérêts d'un tel choix : motivation accrue, valorisation de personnes abonnées à l'échec, recherche de travail dans les entreprises de la région avec l'appui de leur réalisation.

Le chantier choisi est la rénovation de la vieille mairie de Vias. Les stagiaires devaient ainsi être initiés à la taille de la pierre et à la rénovation d'habitats anciens. Il faut préciser que sur le département, il existe de véritables débouchés pour ces métiers. Bien évidemment ce stage était accompagné d'une remise à niveau théorique et pouvait aussi déboucher sur des stages AFPA qualifiants.

La mairie de Vias, qui avait signé une convention avec « Passerelles », s'engageait à fournir les matériaux du chantier, ainsi qu'un local. De son côté, « Passerelles » devait mener à bien les travaux.

## Avec Saint-Blancat, les chômeurs trinquent

Mais cela n'était pas du goût de tout le monde. Le maire, sans doute harcelé par quelques bonnes âmes, a décidé brutalement d'arrêter l'expérience, sans qu'aucune consultation des parties prenantes n'ait lieu.

Bien sûr, il avait un prétexte, et même deux. Une armoire qui se trouvait dans le local où se réunissaient les stagiaires, et qui devait contenir trois bières et un litre de pastis, a été fracturée. Sans preuves, le maire accuse les stagiaires. A ses yeux, leur passé est une preuve suffisante. De plus, un stagiaire (d'Agde), bourré comme une hûtre, a été compromis un samedi soir, à Vias, dans le vol d'un blouson. C'est sans doute plus grave que le scandale qui a éclaboussé Leroy-Beaulieu (cf. *Événement du jeudi* de septembre 1988) qui est, paraît-il, le protecteur de Saint-Blancat.

Mais c'en est trop pour le bon maire. Trouble de l'ordre public, mesure d'urgence absolue, « pour ménager la paix sociale, il faut interrompre le stage. » Mais quelle paix sociale ? Certainement celle des électeurs de Saint-Blancat.

Une clientèle qui ne doit pas supporter la vue des laissés-pour-compte, surtout s'ils sont basanés.

Mais la paix sociale, ça se paie cher. Sur les quinze stagiaires, dix ne toucheront rien des ASSEDI s'ils ne retrouvent pas une commune qui veuille les accueillir.

## « Les Français d'abord »

Ce qui est peut-être encore plus grave, ce sont les reproches que Saint-Blancat a fait aux formateurs. En effet, il n'a pas admis que ce soient les formateurs et l'ANPE qui sélectionnent les stagiaires. C'était à lui de le faire. D'abord il n'aurait pas choisi ces stagiaires « irrécupérables et cosmopolites ». Il aurait pris des chômeurs français de Vias. Hélas ! c'est que les Français de Vias n'ont même pas daigné répondre aux convocations pour la sélection. Et maintenant, ils viennent crier au scandale...

Pauvre Saint-Blancat ! Pauvre petit despote ! D'accord pour que sa mairie soit rénovée à peu de frais, mais attention ! Saint-Blancat contrôlera tout. C'est lui qui paye. C'est lui le chef. Et gare si ça ne cadre pas avec ses intérêts ! Ça rappelle sinistrement l'attitude des élus locaux vis-à-vis des associations culturelles qui doivent être à leur botte, selon eux.

M. Saint-Blancat, malgré la vague des mots « insertion », « assimilation », « intégration », continue à pratiquer dans l'anonymat de sa mairie une politique sociale basée sur l'exclusion et le racisme. Nous ne pouvons qu'espérer de tout cœur qu'il perde son procès face à l'association « Passerelles ».

Claude BÉZIERS

## en bref...en bref...

## • RADIO-BEFFROI.

Les libertaires de la région de Thionville animent une émission sur Radio-Beffroi (95.2 MHz) tous les samedis de 12 h à 13 h. Ecoutez « Sévices publics », le point de vue décapant des anars sur l'actualité. Contacts : GRIEL (Groupe de recherche, d'information et d'étude libertaires), BP 294, 57108 Thionville cedex.

CORSE

# Mécanismes de la dépendance économique

On a trop longtemps ignoré les conditions réelles qui ont été faites à la « Corse française ». Dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, en vertu du principe de l'équilibre des puissances, l'Europe a permis que la monarchie française (éprouvée par la perte de territoires d'outre-mer), entreprenne en 1763 la conquête militaire de la Corse sur laquelle de prétendus droits avaient été cédés par la République de Gênes. Or, en cette année de 1763, la Corse était de plein droit un Etat indépendant connu sous le nom de République Paoline, du nom de son fondateur. Le sort des armes lui ayant été fatal, la Corse conquise a subi aussitôt le destin des zones coloniales. En particulier, son système productif et commercial fut immédiatement condamné à l'isolement sous des formes diverses.

Jusqu'en 1818, furent appliquées les lois douanières définitives qui, par une taxation sévère et élevée, bloquèrent la sortie et le négoce de toute production corse tandis que la production française pouvait sans limitation et sans contrainte pénétrer l'île. Ces dispositions restèrent en vigueur jusqu'en 1912 et pratiquement poursuivirent leurs effets restrictifs jusqu'en 1936 (1). Il en résulta au niveau global le dépeuplement de tout commerce local, la perte rapide et irréversible du marché intérieur et la disparition de l'appareil productif. (...)

## Dépeuplement et... colonisation de peuplement

En 1914, sur une population de 300 000 habitants, majoritairement corses, 35 000 hommes jeunes — pour la plupart vovans dans un pays alors à vocation majoritairement agricole — trouveront la mort dans la boucherie de la Première Guerre mondiale. Rappelons que ce chiffre est le plus élevé avec celui des Sénégalais. C'est donc un nouveau coup porté à l'économie corse par le sacrifice délibéré de son potentiel humain.

L'entre-deux-guerres sera caractérisée par le début du phénomène d'exil vers les « autres colonies françaises » et le refus continu de toute politique de développement économique de la Corse. Cette situation de *statu quo* se perpétuera jusque dans les années 60. A ce moment-là, la situation est la suivante :

- tissu économique totalement désagrégé ;
- taux de population au plus bas (170 000 habitants en 1950).

En 1960, de nombreux changements économiques et sociaux vont intervenir. Cette période correspond à celle de la décolonisation algérienne. Pour la Corse cela signifie l'implantation de nombreux colons, notamment dans la plaine orientale. Ceci a également pour conséquence l'apport massif d'une main-d'œuvre maghrébine sur-exploitée. C'est également la grande période d'exil vers la France. Des milliers de jeunes Corses quittent l'île, pour trouver un emploi et donc une promotion sociale, que l'état de sous-développement économique dans lequel on a maintenu la Corse ne peut leur offrir. Outre cet aspect économique, la propagande coloniale vante le mérite de ceux qui s'exilent vers le pays de la « réussite ». Une nouvelle fois, la Corse se voit spoliée de ses forces vives. Ce phénomène ne connaîtra pas de reflux jusqu'en 1975.

En contrepartie, la Corse va accueillir 60 000 personnes entre 1962 et 1982 (3 000 personnes par an en moyenne). Ce flux migratoire sera constitué :

- de Français venant occuper des postes de responsabilités, notamment dans l'administration, seul pourvoyeur d'emplois décents ;

A l'occasion du congrès du Syndicat des travailleurs corses (STC) (cf. *Monde libertaire* n° 725, du 10 novembre 1988), nous avons eu l'occasion de rencontrer des représentants de divers secteurs de ce syndicat, ainsi que des membres d'organisations politiques corses. Plusieurs de ces interviews ont déjà été diffusées sur les ondes de Radio-Libertaire (émission « Chroniques syndicales », tous les samedis de 11 h 30 à 14 h 30).

Nous vous proposons des extraits d'un texte adopté par le STC (1), qui analyse les mécanismes de la dépendance économique de la Corse, ainsi que leurs évolutions. Nous avons privilégié, dans ce texte, l'aspect économique et social de l'analyse. La connaissance de cette situation, commune à de nombreuses régions françaises et due au centralisme d'Etat, revêt un intérêt particulier dans le fait qu'une proportion non négligeable de la population lutte — par différents moyens — pour échapper à une telle tutelle.

La rédaction

(1) Cette étude a également été publiée au sein d'un ouvrage qui retrace Trois années de la lutte des nationalistes corses : 85, 86, 87, édité par l'hebdomadaire U Ribombu (104 pp., 80 F l'exemplaire, à commander à U Ribombu, BP 115, 20292 Bastia cedex).

- de travailleurs maghrébins, main-d'œuvre surexploitée par les colons pieds-noirs ou dans les entreprises du BTP (Bâtiment et travaux publics) qui vont se multiplier dans le sillage de la politique du tout-tourisme.

La saignée de 1914 et le phénomène d'exil, alliés à la politique de destruction de l'activité agricole productive, vont marquer fortement la structure de la population corse. La densité de la Corse (28 habitants au km<sup>2</sup>) est la plus faible de toutes les îles de la Méditerranée. Or la mise en valeur sur une petite île demande 50 habitants au km<sup>2</sup>. Selon les spécialistes, la Corse approche donc le seuil au-dessous duquel la faiblesse de l'occupation humaine devient un lourd handicap. Par ailleurs Ajaccio et Bastia, les deux grandes villes concentrent 41% de la population et, avec leurs périphéries, accélèrent leur mouvement d'attraction. C'est ainsi que plus d'un tiers du territoire est doté d'une densité inférieure à 8 habitants au km<sup>2</sup> et continue aujourd'hui à se dépeupler. (...)

## Monoculture et tout-tourisme

La Corse va être soumise au début des années 60 à un schéma d'aménagement axé sur le tourisme, ainsi qu'à une agriculture orientée sur la viticulture et l'agrumiculture. L'Etat français a privilégié cette forme de croissance à l'exclusion de tout développement économique s'appuyant sur une valorisation des ressources naturelles locales. Dans le cadre de la spécialisation des régions européennes, la Corse a été spécialisée dans le domaine touristique, c'est-à-dire zone de consommation après avoir été réservoir d'hommes. Etant entendu que le produit tourisme brut a été valorisé en règle générale par des investissements étrangers à la Corse, celle-ci a été maintenue dans un statut similaire à certains pays du tiers monde qui voient leurs matières premières valorisées par d'autres. La mise en valeur du secteur touristique s'est faite aux dépens des autres secteurs et a conditionné de façon quasi irréversible le secteur du bâtiment. Cette politique économique a été élaborée au seul profit du système dominant, c'est-à-dire contre les intérêts du peuple corse. On peut ainsi dire que pendant que la France connaissait une phase d'expansion, la Corse a connu ce qui a été présenté comme une période de croissance et qui, en fait, n'a été qu'artificielle : c'est-à-dire une croissance sans développement.



l'agriculture imposée par le colonialisme, à savoir une agriculture basée sur des critères de dépendance, d'extraversion et de spécialisation.

On s'aperçoit donc que la dépendance, au niveau alimentaire, est quasi totale : la production corse ne satisfait que 8% de la consommation. En valeur le déficit net est de 310 000 000 F.

## La société d'équipement touristique de la Corse

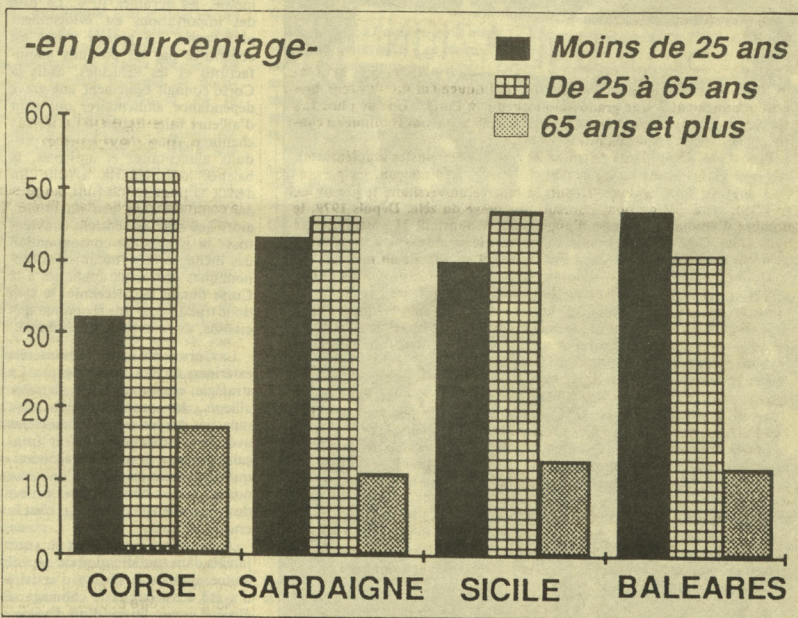
Elle va permettre la pénétration du capitalisme financier international. Celui-ci va investir massivement dans l'achat de terres le long du littoral et dans la construction de complexes touristiques et hôteliers.

De tels projets sont fortement encouragés par l'Etat français qui a défini, lors du VI<sup>e</sup> plan, la place et le rôle de la Corse dans sa stratégie économique. Au moment du développement de « la civilisation des loisirs », la Corse apparaissait comme « un capital d'intérêt national » (dixit Olivier Guichard). La Corse servira donc à équilibrer la balance des paiements de l'Etat français en « favorisant le tourisme intérieur » et en « attirant le maximum de touristes étrangers pourvoyeurs de devises ». La place de la Corse dans le cadre de la division internationale du travail c'est la « mono-industrie touristique », son rôle est d'être un réservoir de devi-

ses rentabilisant au maximum « le gisement touristique » au détriment des intérêts économiques, sociaux et culturels du peuple corse. Les caractéristiques de cette politique du tout-tourisme sont les suivantes :

- le flux touristique est complètement dépendant des « tours opérateurs », de grandes agences de voyage, des compagnies de transport ;
- 95% des produits de consommation courante sont importés ;
- 83% de l'instrument touristique est contrôlé par des capitaux extérieurs. L'hôtellerie se contente de 10% des formes d'accueil, part qui va en se réduisant. Et encore, les profits de la petite hôtellerie transitière par le système bancaire ;
- la grande masse des touristes est concentrée dans le temps et dans l'espace (85% des touristes se fixent sur le littoral) ;
- 77% des emplois sont saisonniers. Soixante-cinq pour cent du personnel n'est pas corse (ce pourcentage augmente considérablement dans le cas d'emplois de direction). Ce sont des emplois le plus souvent non déclarés, pénibles et sous-payés qui restent aux Corses ;
- politique énergétique, politique des transports, aménagements des infrastructures... tout ce qui constitue le développement de la Corse est subordonné à l'objectif du tout-tourisme.

Lire suite page 6.



Pyramides des âges des îles méditerranéennes.

## CORSE

## Mécanismes de la dépendance économique

Suite de la page 5.

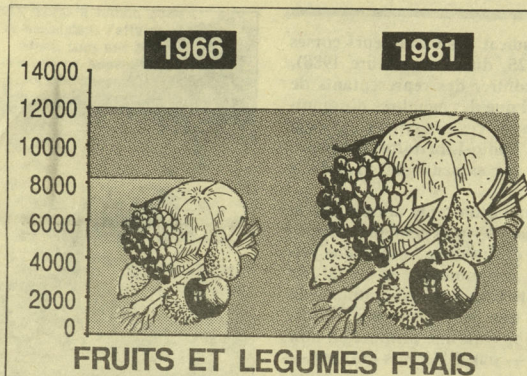
Ainsi le tourisme, dans sa forme actuelle, loin de constituer une source d'enrichissement pour le peuple corse, est au contraire une des plus néfastes manifestations de l'asservissement colonial qu'impose l'Etat français à la Corse. Ecrasant notre culture, souillant notre environnement, ne rapportant que des miettes, interdisant tout développement économique cohérent, la politique du tout-tourisme signifie la mort du peuple corse, ou sa transformation en peuple de « serveurs » à la disposition des touristes et du tourisme.

## Une dépendance... de plus en plus forte

Avec les transports et les choix en matière énergétique nous achevons cette analyse de la dépendance économique de la Corse.

• La « continuité territoriale ». C'est dans les années 70 qu'ont été mises en place les dispositions dites de « continuité territoriale ». Ces dispositions visaient à réduire le coût du transport de marchandises importées. Cependant, les marchandises exportées n'ayant pas bénéficié de la même aide, il s'agit en fait d'un remake des lois douanières, puisque la collectivité subventionnée finalement tout produit acheminé en Corse en provenance de la France. On favorise donc ainsi un approvisionnement « extérieur » au détriment de toute production locale.

• Le câble ICO EDF, se trouvant pour de nombreuses années en situation de production surabondante d'électricité d'origine nucléaire, est devenu le premier exportateur européen. L'Italie est son principal client. Le câble électrique Italie-Corse (ICO) est destiné à transporter en Corse une partie du surplus produit dans les centrales nucléaires françaises : l'installation de ce câble apparaît



Evolution des principales importations alimentaires en Corse (produits en tonnes), comme l'un des éléments de vente globale d'électricité française à l'Italie.

Ce projet a rencontré l'opposition de toutes les forces vives de l'île, car il remet en cause définitivement tout programme de développement hydro-électrique correspondant aux besoins vitaux de l'agriculture corse. Alors que notre île est un château d'eau, où les ressources dépassent de loin les besoins recensés, notre potentiel hydro-électrique n'est exploité que faiblement (4% contre 26% en France métropolitaine et 20% en moyenne en Europe).

En dépit de l'urgence d'un développement agricole de la Corse, on a donc sacrifié une nouvelle fois les intérêts de notre île à des exigences extérieures, en l'occurrence celles d'EDF.

## Quelles perspectives pour la Corse ?

Il y a cent ans, et malgré l'ordonnance taxant les produits insulaires à l'exportation, la Corse produisait tout ce dont elle avait besoin : lait, fromage, légumes, viande, fruits,

farine, vêtements, matériaux de construction. Aujourd'hui qu'en est-il ?

La Corse ne produit pratiquement plus rien. La mesure du produit intérieur brut (PIB) met d'ailleurs en exergue le caractère peu productif de notre économie : 30 000 F par habitant pour une moyenne nationale française de 64 000 F. Ce caractère est encore plus prononcé si l'on exclut les services fournis par les administrations : le PIB marchand ainsi défini n'atteint par tête que 42% de la moyenne nationale française.

L'analyse de la balance commerciale, avec son important déficit, reflète la situation de dépendance économique de la Corse. La Corse importe 1 milliard de francs de produits pétroliers, 350 millions de francs de voitures neuves. Cela peut paraître logique. Mais est-ce logique qu'elle importe 200 millions de francs de viande, 19 de poisson, 337 de matériaux de construction... alors qu'elle pourrait produire ces biens et réduire ainsi son lourd déficit commercial. La Corse importe ainsi plus de 7 milliards de marchandises. Cela veut dire que chaque année la Corse paie à la France 7 milliards de marchandises qui représentent 70 000 emplois.

Ces dernières années, la situation s'est aggravée ; depuis 1965 le volume des importations a été multiplié par 2,2. Dans la période plus récente (1978-1986), les exportations ont diminué de 18% alors que les importations augmentaient de 9%.

La liste des exportations est vite parcourue. Le vin en représente la moitié, les agrumes 10%. La liste des importations est évidemment plus variée. La grande masse est constituée par les produits manufacturés et les véhicules. Mais la Corse connaît également une grave dépendance alimentaire, qui peut d'ailleurs faire l'objet d'un odieux chantage. Ainsi, pour les seuls produits alimentaires et agricoles, la balance commerciale affiche un déficit important. De plus, les produits sortant sont peu nombreux, alors que ceux qui entrent couvrent toute la gamme de consommation des ménages. Les mécanismes économiques coloniaux appliqués à la Corse durant des décennies se sont donc traduits par une économie spécialisée, extravertie et dépendante.

La Corse a été livrée à des intérêts extérieurs à ceux de son peuple. La stratégie économique est planifiée ailleurs, les profits réalisés sont rapatriés par les sociétés financières avec la complicité de l'Etat français. Dire que la structure économique revêt tous les traits d'une économie de non-développement n'est donc pas une vue de l'esprit, c'est la cruelle réalité.

Aujourd'hui la Corse est plus que jamais dans une situation de dépendance. Jamais le niveau d'activité n'a été aussi bas et le chômage si élevé. Les conditions d'un développement n'ayant pas été créées en

Corse, il ne se passera rien sinon une aggravation de la situation. C'est dans ce contexte que les dernières propositions votées en 1986 concernant la zone franche, le statut fiscal particulier, l'aménagement de la TVA, ne peuvent qu'amplifier la dépendance et annihiler toute possibilité de développement économique. C'est aussi dans ce contexte qu'il convient d'analyser la nouvelle donne économique de 1993. L'ouverture du grand marché de 1993 n'est pas un instrument d'harmonisation et de développement, mais d'abord une arme au service des plus gros intérêts de l'Europe. Par conséquent, il n'est pas du tout exagéré de penser que les régions à faible développement ou périphériques, si aucune mesure particulière n'intervient en leur faveur, seront condamnées à déprimer.

Dans ce contexte, et compte tenu de l'état de dépendance de son économie, on peut redouter qu'il n'y ait rien de positif à attendre pour la Corse, sinon des effets secondaires tout à fait préjudiciables. La Corse ne dispose d'aucun atout pour résister. Elle est, nous l'avons démontré, depuis trop longtemps inexistante du marché tant intérieur qu'extérieur pour posséder un appareil productif réellement sérieux.

La Corse doit être rangée dans la catégorie des déshérités que vont toucher les conséquences de l'Acte unique. Zone de consommation avec un secteur productif de plus en plus exigu et une démographie alarmante, la Corse verra ses dernières activités écrasées par une concurrence mieux armée. Déjà négligeable dans l'espace économique français, sauf dans sa spécialisation en zone de consommation, la Corse ne sera pas moins avec l'ouverture des frontières françaises, levant ainsi les derniers « filtrages ». (...)

Les intertitres sont de la rédaction.

(1) En fait, ces dispositions qui ont sévi plus d'un siècle ont eu leur plein effet avec l'établissement de relations maritimes régulières et intenses et la construction du chemin de fer corse. Prenons l'exemple de l'agriculture... A cette époque le blé français ou nord-africain, transitant en France, réalisé dans des conditions de productivité incomparables, a peu à peu envahi la Corse par strates successives (selon l'accessibilité), atteignant aussi, par effet indirect, les élevages laitiers (ovins et bovins) associés à la céréaliculture. La culture de l'olivier a, elle aussi, subi une évolution plus tardive, mais encore plus nette, avec les concessions d'importation d'huile d'arachide obtenue par le lobby des huiliers-savonniers de Marseille.

## Les prisonniers basques

Le 6 novembre dernier, vingt-neuf prisonniers basques incarcérés en France ont commencé une grève de la faim collective, dans le silence le plus total : aucun journal n'a jugé bon de reproduire leur plate-forme revendicative. Elle demande, en premier lieu, l'abolition des lois antiterroristes de Pasqua ; le statut de prisonniers politiques ; le droit au regroupement dans une seule prison située au Pays basque ; l'abolition des mesures d'isolement ; l'abolition de la censure, en particulier en ce qui concerne les publications en langue basque ; et l'amélioration des conditions d'incarcération, parmi lesquelles figurent pratiquement toutes les revendications soutenues par 10 000 prisonniers, le 12 septembre dernier...

Le mouvement risquait de prendre de l'ampleur. Aussi la Chancellerie, secondée par le ministère de l'Intérieur, a-t-elle multiplié les mesures de répression à l'égard des prisonniers, tout en veillant jalousement à ce que toute information soit étouffée. Or, après plus d'un mois de grève de la faim, l'état de santé des grévistes était très préoccupant : tous avaient perdu entre 12 et 18 kg ; ils étaient tous victimes de troubles de la circulation, d'évanouissements ; certains étaient trop faibles pour se rendre aux visites, d'autres étaient sujets à des vomissements de sang... La préoccupation première du ministère de la Justice, face à cette agonie, a été de ne pas les soigner (1) : quelques prisonniers ont été hospitalisés à Fresnes (et un seul dans un hôpital civil)... pour quelques heures, avant de repartir soit à leur détention d'origine, soit en quartier d'isolement ! Car il n'est pas question de les « regrouper », serait-ce à l'hôpital : leur agonie risquerait de passer moins inaperçue. Ce n'est qu'au bout d'un mois que leurs avocats ont été reçus par le ministère... Mais ils n'ont reçu aucune garantie.

Les grévistes de la faim ont bénéficié d'un large soutien de la population du Pays basque : au sud, une centaine de personnes se sont enfermées dans la basilique Sainte-Marie de Saint-Sébastien, et dix-huit d'entre elles ont entamé une grève de la faim

de solidarité, dès le 8 novembre. Une manifestation a réuni 10 000 personnes au sud de Madrid. Quarante familles se sont rassemblées devant le ministère de la Justice. Les 10 et 11 décembre a été organisé un jeûne de solidarité, à la cathédrale de Bayonne. Réponse du pouvoir : des expulsions. Finalement, les grévistes de la faim ont cessé leur mouvement le 12 décembre. Ils n'ont, semble-t-il, obtenu que la reconnaissance de la langue basque. Autre preuve de la bonne volonté du gouvernement français à l'égard des Basques : le procès de la solidarité s'est soldé, le 9 décembre, par les très lourdes condamnations de tous les accusés revendiquant leur solidarité envers les militants abertzale : jusqu'à 5 ans ferme, et jusqu'à 2 mois pour aide à séjour clandestin ! Seuls les accusés se dissociant de la cause abertzale ont vu leurs peines assorties de sursis...

A l'heure où toute la classe politique se gargarise de la Déclaration des droits de l'homme, des prisonniers agonisant dans le silence, les quartiers d'isolement se remplissent, les expulsions se poursuivent, l'application du droit d'asile est punie de prison ferme... Vous avez dit bizarre ?

Pascale CHOISY

(1) Depuis le 6 novembre, deux prisonniers, Jesus Gimenez Zubano et Juan Carlos Arrighia Martinez, ont été extradés. Le ministre de la Justice a assuré qu'il n'y avait là aucun lien avec l'achat du TGV par l'Espagne. On peut le croire...

## Communiqué

Nous nous excusons auprès de nos abonnés pour les retards pris plusieurs semaines d'affilée dans l'acheminement du « Monde libertaire ».

Lors du prochain conflit de nos camarades postiers, il y aura vraisemblablement beaucoup moins de problèmes, car notre titre sera bien sûr traité en priorité !

Les administrateurs



**NOM DE DIEU**

**• LES KRISHNA FOURGUENT LEUR CHÂTEAU.**

C'est toujours un sale coup lorsqu'un gourou se barre avec la caisse. Voici ce qui vient d'arriver aux Hare Krishna, une des sectes les plus gentiment folkloriques de la faune spirituelle. Pour éviter la banqueroute, ces bénissants mangeurs de gâteaux en sont réduits à vendre leurs immeubles aux enchères.

**• LE VATICAN FAIT LE MÉNAGE DANS L'ÉPISCOPAT BRÉSILIEN.**

Ils commençaient à faire désordre ces Brésiliens trop préoccupés par les pauvres et qui lorgnent du côté du Nicaragua. Depuis quelques années, à l'occasion des départs à la retraite, les autorités romaines concoctent un épiscopat selon leur cœur. Bien sûr, il reste Don Helder Camara, symbole de générosité et de bonne conscience, que l'on ressort à l'occasion des festivités sur les droits de l'homme.

**• UN EVÊQUE DEVANT LES ÉTRANGES LUCARNES.**

Avancée extraordinaire du primat des Gaules à la télévision. Les préservatifs sont tolérables pour ceux qui sont atteints par le SIDA. Pour tempérer cette audace, il déclare : « Les relations entre les jeunes hommes et les jeunes femmes ne doivent pas être polarisées autour du plaisir sexuel qui tue l'amour. La chose essentielle n'est-ce pas le visage. » Il y aurait un livre à écrire sur la sexualité selon les évêques.

M. SERVET

**A rebrousse-poil**

**• BOUILLABAISSE.**

A Marseille, on pédale dedans et ça ne sent pas vraiment la rose... Le Vigouroux et le Pezet en viendront-ils aux poings pour le chapeau de Gastounet ? Le camarade Mauroy cherche la sardine qui bouche le port. A Marseille, on s'étripe... à la mode de Caen. Et c'est toute un histoire...

**• CURÉS.**

Amis consommateurs, n'hésitez plus à consulter le curé le plus proche de votre domicile... Un film à voir, un préservatif à acheter : les services techniques du Vatican vous conseillent. Bientôt de nouveaux services à votre disposition. Une chasse d'eau qui fuit, un problème de soupape, le petit dernier qui a le bas-ventre qui le démange : demandez la position du clergé.

**• JAPAN AIR LINES.**

Hiro-Hito joue les prolongations grâce à un des secrets de la médecine naturelle, « l'infusion au sang ». L'état de l'empereur empire. Hiro-Hito serait-il éternel, que Diable ! Selon certaines mauvaises langues, Hiro-Hito est en train de nous jouer un remake du *Bal des vampires*.

**• MOMIE.**

Salvador Dali va déjà beaucoup mieux. Ce matin il est allé à pieds déposer des fleurs sur la tombe de Franco.

Le Chardon Noir

**LA LIBERTÉ C'EST L'ESCLAVAGE**

**Devises en stock**

EN cette année de grâce 1989, bicentenaire de ce que vous savez, j'aimerais apporter ma contribution au grand délire national. Minable contribution, certes, mais qui pourra aisément aider à détendre l'atmosphère, dans les salons ou « coquettes huppées », lors des éternelles conversations tournant autour de ce que vous savez.

En cette même année de grâce, on fête 40 ans passés de droits de l'homme. On pourra avantageusement utiliser ce qui suit dans les discussions *ad hoc*.

On observe, tout d'abord, que bon nombre de pays ont une devise en trois mots. Ça sonne à l'oreille, c'est une symétrie qui s'appuie sur du solide : le mot central. Comme pour les bouquets de roses, on remarque, ici, que la non-parité est particulièrement esthétique.

Parmi les devises recensées de 122 pays :

- 33, soit plus de 27%, contiennent le mot « Dieu » ou « religion » ;
- 29, soit plus de 23,7%, contiennent le mot « liberté » ou « libre » ;
- 21, soit plus de 17,2%, contiennent le mot « union » ou « unité » ;
- 20, soit près de 16,4%, contiennent le mot « patrie » ;
- 14, soit près de 11,5%, contiennent le mot « travail » ;
- 6, soit moins de 5%, contiennent le mot « paix ».

On remarque que la séparation du goupillon et de l'Etat n'est pas franchement en marche. Parmi les devises des nations qui revendiquent l'« Etre supérieur », notons la plus connue et la plus comique à la fois, celle des Etats-Unis : « *En Dieu nous avons confiance* ». Dieu serait-il rectangulaire et vert ?

La « liberté » a toujours le vent en poupe, félicitons-nous en. Elle est rarement seule, gardée par l'« ordre » en Colombie, « Dieu » et la « patrie » en République dominicaine et en Equateur, « Dieu » et l'« union » au Salvador, la « patrie » et le « progrès » à Madagascar, le « travail » et la « patrie » au Togo, l'« ordre » et la « justice » en Tunisie, pour ne citer que ceux-là.

**Au ministère de la Solidarité...**

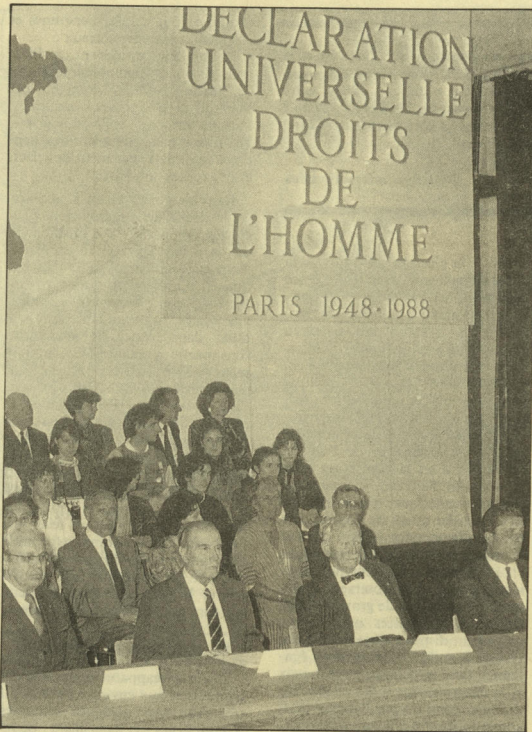
Afin de protester contre les mesures d'« amnistie » appliquées aux réfractaires, amnistie sous condition d'âge et sous réserve de présentation individuelle au ministère, un collectif (Comité de soutien aux réfractaires, réfractaires, individuels) s'est présenté le 9 décembre devant le ministère de la Solidarité.

Désirant poursuivre une lutte commune (condition essentielle de l'antimilitarisme), le collectif s'est borné à ne fournir qu'une lettre signée par tous se finissant ainsi :

« En cette veille du 40<sup>e</sup> anniversaire de cette déclaration ratifiée par la France (Déclaration universelle des droits de l'homme, NDLR), je demande par la présente, l'arrêt sans condition des poursuites envers tous les réfractaires au service national. »

La délégation, puis les réfractaires (ne signant rien d'autre que cette lettre), furent recus par madame Andréani du ministère des Affaires sociales. Ils s'assurèrent ainsi une écoute collective afin de ne pas, sous prétexte d'une amnistie pour quelques-uns, couper l'herbe sous le pied de futurs réfractaires. L'affaire est donc à suivre... devant les tribunaux mais aussi chez les jeunes insoumis et autres déserteurs qui ne pourront bénéficier que de leurs luttes !

DIDIER



Sans vouloir faire de mauvais esprit, je remarque que la paix est la préoccupation première de quelques privilégiés. Et à quoi l'associe-t-on ? Au Cameroun au « travail » et à la « patrie » ; au Congo au « travail » et à la « démocratie », par exemple.

Notons quelques choix difficiles aussi. C'est le cas à Cuba et au Burkina Faso : « *La patrie ou la mort, nous vaincrons* », et en Grèce : « *La liberté ou la mort* ». Et la superbe affirmation népalaise : « *Il est doux et honorable de mourir pour la patrie* ».

L'Etat français partage « Liberté, égalité, fraternité » avec Haïti et le Venezuela. Quand on voit comment elle est appliquée chez nous, on peut tout craindre.

Je pourrais en écrire des pages, mais je finirai par celle qui m'a figée sur place lorsque je l'ai vue, dans le pays même, et qui m'a donné l'idée de cette recherche sans prétention : « *Par la raison ou par la force* » au... Chili !

PERLINE

**Le cirque à Limoges**

JEUDI 8 décembre. Le duo Rocard-Jospin — ayant déjà postillonné tout le jour sur de charmantes têtes blondes, sans défense et inoffensives — entame un discours, en comité restreint, au CRDP (Centre régional de documentation pédagogique) de la faculté des lettres.

Aucun rendez-vous n'ayant été pris avec les étudiants, 500 à 600 d'entre eux se rassemblent sur le campus, bien qu'encerclés par un cordon de flics, pour obtenir une discussion sans intermédiaire avec Jospin.

Après maintes et maintes négociations entre un militant d'extrême gauche de l'AGEL-UNEF et les protagonistes de cette réunion de famille, après le chantage à savoir « Je viendrai discuter avec les étudiants à condition que vous dissolviez la manifestation » auquel la réponse unanime fut « non ! », le ministre daigne s'adresser aux étudiants dans un grand amphithéâtre.

Joie des uns qui applaudissent à son entrée (pour moi, cela commence mal), scepticisme des autres préparant sérieusement des questions qui s'avèreront percutantes, piquantes, parfois même d'une détresse saisissante. Face à cette réalité de la vie quotidienne, Jospin n'a pas su répondre, se contentant d'évoquer des « solutions » à long terme (3, 4, 5 ans) ou de mettre cette situation insoutenable à la décharge

des trente années passées ; le tout assaisonné d'une rhétorique mystificatrice.

Mascarade à l'arrière-goût amer : voilà le résultat réel. Les chiens ont aboyé, la caravane est passée. Le malaise persiste. Ce n'est certainement pas quelques grimaces « jospinardes » qui vont changer concrètement l'université.

Mais quand donc cette jeunesse « guimauve » de gôche comprendra-t-elle que son sort se tient entre ses mains et non entre les gants « Dior » de quelques tontons grandiloquents et pompeux ? Encore heureux que les applaudissements lors du départ de Jospin aient été moins enthousiastes que ceux saluant son arrivée.

Pourtant, ce soir-là, dans l'amphi, je me suis senti seul au milieu de ces « caramels mous » de cerveaux qui « discutaillent », « pinaillent », au lieu de s'opposer, de proposer une action directe et déterminante pour l'université, au lieu en fin de compte de se révolter.

Les étudiants anarchistes se doignent, dans de telles circonstances, de faire valoir leurs positions sur l'action à mener. Mais l'ambiance était plutôt à la réformette. Tontonmania oblige...

Gardons l'espoir. Petites bougeottes deviendront grandes insurrections.

WILLIAM (Limoges)

**NOUVELLES DU FRONT**

**• PROTOCOLE :**

**BIS REPETITA !**  
Au cours d'une interview à une revue militaire, J.-P. Chevènement annonce sa volonté de renforcer « la symbiose entre les Français et leur (sic) armée ». Il a également l'intention de signer un nouveau protocole avec l'Education nationale. « *Comme l'école, le service national qui brasse tous les jeunes, est une des matrices de l'unité nationale.* » A propos du bicentenaire de la Révolution française : « *Il faut que l'armée se sente à la fois moderne et intégrée dans la société tout entière. Le bicentenaire est à mes yeux l'occasion de marquer cette symbiose. L'armée doit se sentir fille de la nation. De son côté, la nation lui doit une immense sollicitude. C'est dans ce lien étroit que réside l'esprit de défense.* » Est-ce la nouvelle doctrine du national-socialisme ?

**• BAVURES...**

Des avions afghans pilotés par des Soviétiques ont bombardé au début du mois des baraquements de l'armée afghane et un quartier de la ville de Kandahar. Quarante-quatre morts en tout : 27 civils et 17 soldats. Il s'agirait d'une erreur... ou de saboteurs de la « perestroïka » à la sauce afghane.

**• MIROIR, DIS MOI...**

Chaque année, le SIRPA organise un sondage d'opinion pour apprécier l'attitude des Français vis-à-vis de l'armée. Peu de changement depuis le début des années 80 (assentiment assez général), sinon cette nette amélioration de l'image de marque chez les jeunes (18 à 24 ans), cible privilégiée de la propagande militariste depuis quelques années. Une innovation tout de même : trois questions étaient posées au sujet de l'affaire d'Ouvéa. Soixante-quinze pour cent des personnes interrogées estiment l'action de la gendarmerie efficace.

Cinquante-neuf pour cent pensent que les gendarmes se montrent respectueux des libertés individuelles (contre 28%). Seulement 21% déclarent que leur opinion a été « modifiée en mal » et 31%... ont amélioré leur sentiment ! Même si les questions sont quelque peu manipulatoires, cela fait froid dans le dos... A quand la prochaine tuerie ?

**• CONCURRENCE.**

La France serait en train de perdre sa troisième place de marchand de canons au profit de la Grande-Bretagne. Un nouveau marché avec la Malaisie (10 milliards de francs), après le « contrat du siècle » avec l'Arabie saoudite (100 milliards de francs), expliquerait ce bond. Selon certains, les Anglais risquent même de dépasser les Soviétiques avant la fin de l'année. Luchaire reviens, ils sont devenus fous !

**• GROGNE.**

Comment s'étonner après cela du mécontentement des syndicats des arsenaux français. Le Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) va mal, très mal. Au ministère, on parlerait de nouveaux licenciements, de restructurations... et de remettre en cause le statut des ouvriers des arsenaux. A quand la grève ? Pour une fois, les usagers n'en seront pas fâchés !

GEORGES HOST

## SÉMINAIRE INTERNATIONAL POUR LA PAIX DANS LE MONDE

# Le mouvement antimilitariste allemand

Le Séminaire international pour la paix dans le monde, organisé à l'initiative de la Fédération des anarchistes de Corée (FAK), du 28 au 31 octobre 1988, a rassemblé des intervenants de tous pays et d'horizons politiques variés, voire antagonistes (cf. *Monde libertaire* n° 727 du 24 novembre 1988 et n° 729 du 8 décembre 1988). Le texte que nous vous proposons a été présenté par Horst Stowasser (Francfort), éditeur de *Das Anarchives*.

Relations internationales

EN Allemagne fédérale, il y a vingt ans, après la révolte des étudiants de 1968, apparut un changement continu et quasi radical de la réalité socio-politique. Cela ne se rapporte pas seulement aux organisations politiques, aux luttes et aux événements, mais aussi au comportement social, au changement des valeurs ainsi que les vérités établies de tous les jours. Ces révoltes, qui éclatèrent comme une réponse, sous l'influence des étudiants, à la guerre du Vietnam, à l'impérialisme, à l'aliénation quotidienne et à la restauration conservatrice de la culture d'après-guerre — toute orientée vers l'économique — eurent un aspect nettement anti-autoritaire. Elles acquirent, les années suivantes, un caractère général, englobant un milieu social plus vaste, incluant à des degrés divers tous les secteurs de la population, la prédominance intello-estudiantine s'estompant ainsi.

La fin des années 60 ainsi que le début des années 70 marquèrent une rupture importante, comparable, peut-être, sous certains aspects, avec les changements survenus en Corée ces dernières années et, espérons-le, dans les années à venir.

### Situation générale

En conséquence, on a pu observer une croissance importante des mouvements et organisations radicales, gauchistes et progressistes. Un parti communiste pro-soviétique s'est reconstruit et, après avoir attiré des individus durant un court laps de temps, il est devenu un groupe sectaire et stagnant, seulement intéressé par la discussion sur la peres-

troïka et la glasnost ; le Parti de la classe travailleuse, parti d'influence maoïste, alors à la mode et complètement dominé par le milieu étudiant, a quasiment disparu aujourd'hui ; les quelques organisations trotskistes n'ont jamais réussi à réellement signifier quelque chose. Toutes ces organisations forment, ou ont formé, l'aile dogmatique et traditionnelle de la nouvelle gauche en Allemagne de l'Ouest. Mais, il y a eu la réalisation d'un mouvement nouveau, indépendant et non dogmatique, qui se trouvait être l'héritier direct de l'opposition extra-parlementaire (APO) qui fut le promoteur des révoltes étudiantes en 1968. Dans ce secteur non dogmatique, on peut observer, également, la naissance de groupes libertaires et anarchistes qui avaient quasiment disparu après la Seconde Guerre mondiale. On retrouve également les « marcheurs pour la paix et le désarmement » des années 50, d'abord dominés par l'ancien parti communiste et acquérant désormais une idéologie mixte et à caractère non sectaire.

Il y eut en Allemagne fédérale, les années suivantes, des périodes de vastes mouvements avec des degrés plus ou moins grands de mobilisation, avec par exemple la protestation contre la guerre du Vietnam, les mouvements pour le désarmement, antinucléaire, contre l'armement nucléaire, écologiste, etc. Plusieurs éléments étaient intéressants dans ces mouvements :

- ils ne pouvaient être définis clairement, ni d'une manière idéologique ni dans un schéma particulier ;
- les militants venant de ces différents mouvements étaient souvent

composés des mêmes personnes et des mêmes secteurs sociaux ;

- ces militants essayèrent, à différents niveaux, de combiner les luttes de façon globale, comme, par exemple, la lutte contre le nucléaire, l'antimilitarisme et l'écologie, qui n'ont pas seulement des liens entre eux, mais également des effets et des routes similaires.

Dans les années 80, on a pu observer le déclin des organisations gauchistes dogmatiques. L'installation du parti des Verts se fit au Parlement simultanément avec l'apparition et la croissance d'un nouveau secteur non dogmatique, anti-autoritaire, indépendant et libertaire, dans lequel les anarchistes sont partie prenante. Ce mouvement indépendant est influencé par des idées telles que l'autogestion, l'action directe, l'autonomie, la démocratie directe, la désobéissance civile, la défense militante, le féminisme, l'antimilitarisme et autres valeurs très proches ou venant directement de celles des anarchistes. En fait, l'impact et l'influence des valeurs anarchistes est telle, que l'opposition entre le camp réformiste-intégrateur et les attitudes libertaires non dogmatiques va jusqu'à diviser le parti des Verts en deux secteurs se combattant féroce-

### Le mouvement anarchiste

Lorsque réapparut le mouvement anarchiste, aux environs de 1968, il n'y avait que quelques centaines d'anarchistes et plusieurs petits groupes dans toute l'Allemagne de l'Ouest. Les premières années furent consacrées, tout d'abord, à un processus d'autodéfinition, caractérisé par le débat avec les marxistes et le mouvement des étudiants, et à la récupération des traditions oubliées de l'anarchisme et de ses théories. Parallèlement, les activités dans le champ politique se propagèrent, telle la lutte pour des centres autonomes de jeunes, la lutte contre la répression de l'Etat, la construction d'une infrastructure personnalisée.

Les années suivantes, eurent lieu plusieurs tentatives pour créer une fédération, qui échouèrent. A l'opposé, on vit croître un processus local, régional, avec des structures et des réseaux qui survécurent et prospèrent même... Les anarchistes, après presque cinquante ans de silence, participèrent de nouveau à de vastes mouvements, comme ceux décrits ci-dessus. Ils formèrent une partie active de ces mouvements, essayant, par exemple, d'implanter une attitude, une pratique et des propositions concrètes, ceci dans le but d'introduire, non pas une « idéologie anarchiste », mais un « état d'esprit libertaire ». Parmi ces principes, on trouvait la rotation des délégués, la prise des décisions à la base, des assemblées directes, des mandats impératifs pour les délégués, l'action directe en dehors de tout intermédiaire, l'action non violente, la désobéissance, etc. Il est très difficile de définir ce qu'est le mouvement anarchiste en Allemagne fédérale, ainsi que de donner une estimation fiable qui donnerait son importance numérique. Cependant, le nombre de gens se déclarant anarchistes ou libertaires oscille entre 10 000 et 30 000, selon les sources. On peut dire que même inorganisé, le mouvement anarchiste allemand a continué à grossir, sans aucune rupture spectaculaire, contrairement aux autres secteurs qui sont en déclin constant.

Plusieurs organisations travaillent à l'échelle du pays et sont assez stables. La petite mais active organisation anarcho-syndicaliste, appelée Freie Arbeiter Union (section de l'Association internationale des travailleurs, ou AIT), est, d'après elle, la branche la plus traditionnelle du mouvement anarchiste ; elle essaye d'apparaître dans le monde du tra-



vail avec des propositions anarchistes. Son travail est constant et en développement, malgré les difficultés existant dans ce pays. Le FLI (« Forum Libertaire Information ») se consacre à la recherche et au débat théoriques et publie *Schwarzer Faden*. Le groupe le plus important en taille est cependant la Fédération des groupes d'action non violente, un réseau de pacifistes libertaires. Elle compte environ cinquante groupes et publie un journal largement distribué : *Graswurzel Revolution*. Il y a également un large mouvement de groupes « autonomes », avec des positions proches de celles des anarchistes, mais représentant la « branche opposée du mouvement », et intervenant principalement dans des luttes contre l'impérialisme et la répression.

On peut aujourd'hui dire, sans exagération, que les deux tendances existant au sein du mouvement pacifiste sont les chrétiens progressistes et la tendance influencée par les idées libertaires.

### Le mouvement pour la paix et la perspective antimilitariste

Après la Seconde Guerre mondiale, toute l'Allemagne était « antimilitariste » et même le politicien le plus chauvin était apprécié lorsqu'il déclarait que l'Allemagne ne devrait plus jamais avoir d'armée. Quelques années plus tard, lors de la « guerre froide », tout cela semblait oublié et l'Allemagne fédérale remit en place une armée puissante, aujourd'hui une des plus importantes à l'intérieur de l'OTAN. Ainsi, il y avait déjà dans les années 50, une forte lutte antimilitariste, très proche du parti communiste, qui était encore bien implanté à cette époque.

Pendant quasiment vingt ans, les Allemands semblèrent dormir et subir tout ce qui était installé par l'idéologie US officielle, entre autres l'armement et l'énergie nucléaires et une attitude agressive à l'égard des pays de l'Est. Ce fut seulement dans les années 70, après la révolte des étudiants, qu'une certaine conscience de résistance fut développée. Les gens se sentirent directement concernés par la présence de troupes, par les armes nucléaires et par l'installation de nouveaux missiles. Une nouvelle culture socio-politique naissait en réaction à l'oppression. Cette culture, appelée aussi contre-culture et portée essentiellement par des jeunes, donna des communautés, des coopératives et des réseaux. Ce qui assura une base solide aux différentes luttes.

La présence anarchiste, comme il a été dit précédemment, était importante et l'influence des idées libertaires s'étendit, la base donnant à ce mouvement une conscience. Par exemple, elle proposa et réussit partiellement l'unification d'aspects différents tels que paix / antimilitarisme / écologie / liberté / pouvoir / nucléaire. Ces luttes étaient organisées plutôt indépendamment... puis, les gens réalisèrent que l'oppression, l'Etat, l'exploitation écologique, le militarisme et la menace de l'extermination nucléaire étaient liés. Les gens ne croyaient plus que la guerre possible entre les Etats-Unis et l'URSS était une chose et que le cancer de leurs enfants, dû à une centrale nucléaire, en était une autre. La « grande politique » et la « malchance » étaient liées.

En conséquence, dans les années 70, les luttes contre le pouvoir nucléaire, le militarisme, l'oppression politique, l'aliénation sociale, etc., étaient de plus en plus liées. L'Allemagne fédérale vit se dérouler, durant cette période, d'immenses actions, des manifestations, des marches de masse, des attaques violentes et une résistance non violente, de grandes vagues de désobéissance civile rassemblant parfois jusqu'à un demi-million, voire plus, de gens à un même endroit.

Pourtant, même ces grands mouvements ont échoué dans leurs objectifs. Ils n'empêchèrent pas l'installation de nouveaux missiles et de centrales nucléaires, et bien sûr, ils n'en finirent pas avec le système politique. Au début des années 80, une grande désillusion apparut et le mouvement devint très faible. C'est dans ces années noires que des stratégies parlementaires virent une grande opportunité d'imposer la fondation d'un parti politique, créant le parti des Verts, qui atteignit vite une taille conséquente. Mais, rapidement il satura, et il stagne aujourd'hui.

Ceux qui étaient restés critiques à l'égard du parlementarisme utilisèrent toute leur stratégie. Il y eut, tout d'abord, une critique profonde du manque général d'alternatives constructives. Le centrage autour de thèmes comme la lutte contre l'installation de nouveaux missiles, ou la construction de nouvelles centrales, fut considéré comme une erreur. Le mouvement était sur la défensive, et la lutte était plus négative que positive. La vision utopique d'une société nouvelle était remplacée par le souci, pragmatique, d'éviter les désastres.

Lire suite page 9.





SÉMINAIRE INTERNATIONAL POUR LA PAIX DANS LE MONDE

Le mouvement antimilitariste allemand

Suite de la page 8.

La seconde critique était la conséquence de la première : en centrant la lutte sur seulement un ou deux grands buts, la désillusion — lorsque ce but n'était pas atteint — était nécessairement immense. Enfin, le mouvement ne réussit pas à donner une conscience suffisante des liens étroits entre tous ces buts. La plupart des gens ne voulaient que la paix, c'est-à-dire éviter une guerre éventuelle. Mais ils ne comprenaient pas que les sources d'une possible guerre ne disparaîtraient pas s'ils avaient empêché l'installation de nouveaux missiles. Aussi, la perspective de l'antimilitarisme (et même de l'anti-étatisme) était plutôt faible. Les critiques soulignaient que les grandes manifestations de masse et les campagnes centralisées n'aidaient pas à installer un sentiment général entre les gens. Les contacts personnels, de la vie de tous les jours et de l'environnement social, étaient souvent sacrifiés pour la grande campagne et le grand but. Dans plusieurs villes, les groupes locaux et les communautés rejoignaient le mouvement pour plusieurs semaines, voire plusieurs mois, luttaient ensemble, allaient à une grande marche ou à une grande manifestation. Puis, une fois ces mouvements disparus, ces groupes se dissolvaient et les gens ne se connaissaient pas, ni par leurs noms ni par leurs adresses. Ainsi, une protestation unique n'amenait pas une unification au niveau local et entre les individus, dans la vie de tous les jours.

Toutes ces critiques amenèrent une restructuration dont le but était de répondre à la question suivante : comment éviter d'errer d'une action à une autre, suivant le rythme de la politique étatique, en ne faisant que réagir ? Comment peut-on transformer une protestation générale en un vaste mouvement de résistance générale, de désobéissance — pouvant mener à la création de structures libertaires nouvelles —, capables de dépasser la société capitalo-étatique et de la remplacer par une société meilleure, qui pourrait être une société libertaire.

Solution radicale

Une solution radicale ne devrait pas seulement permettre d'éviter une guerre possible, mais aussi d'éviter tout type de guerre possible, en créant une société dans

laquelle la guerre deviendrait superflue, voire même quasi impossible.

Cette thèse peut paraître arrogante. Peut-on aujourd'hui penser dans des perspectives futures, alors que le désir immédiat de tout un chacun est seulement de prévenir une guerre possible ? Pas seulement, mais je pense qu'on doit aussi penser dans des perspectives futures. Sinon, la pièce ne sera toujours qu'un remake.

Ce n'est sans doute pas le fait du hasard si aujourd'hui tous les espoirs de paix sont centrés autour de la personne de Mikhaïl Gorbatchev... La prévention de la guerre doit-elle dépendre seulement du bon vouloir d'un seul individu ? Apparemment, les protestations, les désirs et les craintes de millions d'êtres ne sont rien comparés à la décision d'un seul homme. Cette absurdité ne peut être expliquée que par l'Etat et la hiérarchie étatique.

Si l'on admet que Gorbatchev peut réellement empêcher une guerre entre les Etats-Unis et l'URSS, cela signifie que seule une cause de déclenchement de la guerre a perdu momentanément de sa force. Et que dire des autres ? Et que devons-nous dire à propos des guerres futures ? Et des milliers de guerres qui ont eu lieu au cours de l'histoire ?

Je pense que ce n'est pas de l'arrogance gratuite de la part d'un anarchiste que de dire que le rapprochement actuel des deux super-pouvoirs n'est pas une solution pour empêcher les guerres. Ma conclusion est très simple et directe : la seule solution est l'instauration d'un nouvel « état d'esprit », d'un autre comportement, d'autres structures de relations et d'organisations sociales. En un mot, c'est l'installation d'une société libertaire, aussi étendue que possible, dans laquelle une guerre, par définition, est impossible.

L'expérience allemande montre à l'évidence que même un mouvement général de protestation, comme le mouvement pour la paix, ne peut éviter l'installation de nouvelles armes. L'abolition de l'armée et du militarisme — la condition nécessaire pour rendre des guerres impossibles — est un but encore plus illusoire. Je doute beaucoup que le processus actuel de « paix » puisse être attribué à une pression populaire du mouvement pacifiste. Les premières initiatives n'eurent pas lieu dans les pays occidentaux,



Manifestation antinucléaire à Hambourg.

mais vinrent d'URSS ; elles n'étaient pas dues à un large mouvement antimilitariste dans ce pays, mais uniquement à des raisons économiques internes.

La solution réelle du dilemme ne peut être trouvée que dans un changement radical et profond de la société. Je pense que le but de l'anarchisme moderne doit être centré sur la question : comment sortir de la redite, de la propagande pamphlétaire étroite, du circuit fermé. Ou, il doit être défini de façon positive : comment faire en sorte que les comportements libertaires et la lutte sociale et culturelle puissent être introduits et assimilés par de vastes secteurs de la population ? Comment faire en sorte que le comportement libertaire devienne une partie normale et naturelle de nos vies — depuis les problèmes banals de la vie de tous les jours jusqu'aux questions politiques cruciales comme la paix dans le monde ? Comment faire en sorte que ce comportement devienne une « maladie » virulente contre le capitalisme étatique, croissant, décomposant les sociétés actuelles et étant capable de les dépasser et de les remplacer par un système meilleur ? Comment faire en sorte qu'en même temps que nous luttons, nous créions une nouvelle société, définie de manière positive ?

Voilà les grandes questions qui pourraient éclairer, non pas seulement mais aussi, la question : « comment éviter une guerre possible ? »

Je voudrais donner à cette conférence de Séoul quelques exemples de la manière dont les anarchistes ouest-allemands essaient de faire les premiers pas dans cette direction :

- l'anarchisme doit réunifier les « grands buts » et les « petits problèmes » de la vie quotidienne ;
- la « situation de ghetto » doit être dépassée et le mouvement doit retrouver une nouvelle « popularité », qui lui donna ses forces et conquêtes, il y a plus de cinquante ans ;
- l'anarchisme doit quitter son attitude de propagande pamphlétaire et rentrer dans la vie sociale, en donnant des exemples de « microstructures » anarchistes, partout où cela est possible ;
- l'anarchie doit devenir une alternative totalement normale et désirable pour de plus en plus de gens à leurs problèmes sociaux, plutôt qu'une chose obscure qu'ils craignent ;
- les tentatives anarchistes futures ne devraient pas être centrées sur une seule question politique (comme par exemple le syndicalisme, l'exploitation, le sexisme, le militarisme, l'oppression, la culture, l'autogestion, etc.), mais elles devraient essayer de les rassembler toutes dans un concept global. Elles devraient faire comprendre aux gens que toutes ces choses sont liées entre elles et qu'il y a une solution générale. Cela signifie, notamment, qu'il n'y a pas une solution anarchiste séparée pour la paix dans le cadre de la société actuelle, étato-capitaliste ;

- en agissant ainsi, il est important d'éviter les grands dangers du réformisme, les minuscules paradis maillons à l'intérieur du système capitaliste. En d'autres termes, ces tentatives doivent grandir et devenir des mouvements qui s'étendent, capables de reprendre l'initiative et de contrer les stratégies étatiques, et de rendre à la société ce que l'Etat lui a pris il y a environ cent ans ;
- enfin, cet effort anarchiste doit assurer une variété de sociétés et de stratégies, de manière à éviter toute structure centralisée, uniforme et dictatoriale. La société anarchiste sera et devra être multiforme et même contradictoire. Il n'y a pas une route, il y en a plusieurs.

Ainsi les conclusions sont les mêmes qu'il y a cent ans. Il dépend de nous de les nourrir de nouveaux concepts, qui ne soient pas vieux de cent ans.



Horst STOWASSER

Procès Baudhuin Simon, non à l'oubli !

Nous vous avons parlé, il y a quelques mois de cela, dans ces mêmes colonnes (cf. « Monde libertaire » n° 697 du 3 mars 1988), de l'acharnement judiciaire dont faisait l'objet, Baudhuin Simon, éditeur responsable de la revue « R ». Le 19 octobre 1988 avait lieu son procès en appel, et la Chambre correctionnelle d'Arlon l'avait condamné à douze mois de prison, dont six avec sursis, 24 000 F d'amende et 30 000 F pour la partie civile, pour « outrage aux mœurs et attentat à la pudeur sur une mineure de moins de seize ans, sans violence ni menace ».

Le ministère public avait, pour la première fois, reconnu que l'enquête avait débuté par une perquisition qui allait au-delà du cadre d'une affaire de mœurs, et qu'il y avait là « de quoi s'étonner », voire donner à penser à Baudhuin « qu'on lui faisait grief de ses opinions ». Il avait, de même, signalé, l'existence d'une enquête de moralité antérieure à la plainte, bien qu'il n'y ait là « rien qui puisse entacher la régularité de la procédure ». Au terme d'un réquisitoire ambivalent, puisqu'en même temps il insistait sur les objets pornographiques saisis — estimant qu'il y avait « un faisceau de présomptions » qui donnait du crédit aux déclarations de la fillette —, le procureur demandait une peine identique à celle prononcée à Arlon.

Les avocats de Baudhuin, Marc Neve et Cécile Draps, analysèrent en détail les mécanismes de l'enquête de gendarmerie, montrant que dès le premier procès-verbal, avant même d'avoir entendu Baudhuin et perquisitionné chez lui, la conviction des gendarmes quant à sa culpabilité était faite. Pour les avocats, les enquêteurs « avaient imprimé au dossier une dérive telle (attribuant par exemple de faux antécédents judiciaires à Baudhuin) que lorsque l'affaire arrivait en audience, elle ne pouvait être jugée sereinement ».

S'appuyant sur le témoignage du docteur Cordier, psychiatre spécialiste des enfants, et aussi sur des textes juridiques traitant du témoignage des enfants et de leur fragilité, ils démontrèrent qu'aucune précaution déontologique n'avait été prise pour recueillir les déclarations de la fillette, et que celle-ci avait été placée dans une situation où elle ne pouvait qu'aller au-devant de ce que l'on attendait qu'elle dise.

Un nouveau jugement a été rendu dont nous vous transmettrons le résultat, mais il ne faut se faire aucune illusion, après Chantal Paternostro (cf. « Monde libertaire » n° 728 du 1<sup>er</sup> décembre 1988), la justice cherchera sans doute encore à se farcir un autre libertaire. Ah ! liberté de pensée, quand tu nous tiens...

Informations recueillies dans « L'air du temps » n° 9 et « Alternative Libertaire » n° 104

ECOUTEZ RADIO-LIBERTAIRE 89.4 MHZ PARIS

## HAÏTI

## La « normalisation » a commencé

**L**E 17 septembre 1988, Prosper Avril évinçait le général Henri Namphy et promettait le retour à la démocratie. Aujourd'hui, trois mois plus tard, le bilan de son action parle de lui-même et montre quelle société ce militaire envisage d'établir dans ce pays.

## Recentrage

Finis le mythe des « petits soldats » portant au pouvoir le lieutenant-général Avril. Cette mise en scène a d'ores et déjà volé en éclats. La base de l'armée commençant à le dénoncer en tant qu'ex-duvaliériste, les purges ne se sont donc pas faites attendre. C'est ainsi que la soi-disant tentative de coup d'Etat du 15 octobre permit au gouvernement d'écarter les éléments trop remuants. Cette thèse fut avalisée par la classe politique dans son ensemble, y compris le PCUH (Parti communiste unifié haïtien) pour qui « la tentative de coup d'Etat ne pouvait être que l'œuvre de macoutes nostalgiques du pouvoir ». Le témoignage d'un soldat, à Radio-Soleil, contredit pourtant cette version. Pour lui, il s'agissait d'« un coup monté pour éliminer ceux qui voulaient faire un nettoyage dans l'armée ».

De même, la vague de « déchoukag » (1) opérée par la population fut freinée par le pouvoir. Pire, bien souvent, l'armée assura la réinstallation des évincés, comme ce fut le cas à Mirabelais où le directeur du lycée national retrouva son poste sous l'œil bienveillant de la troupe. A peine une semaine après le coup de force, la répression frappait déjà la population à Grande-Anse. A « l'aciérie d'Haïti » de Port-au-Prince, le retour de l'ancien chef du personnel provoqua, le 7 novembre, une grève de 48 heures. Les grévistes réclamèrent également la réintégration d'ouvriers renvoyés, la démission de l'entreprise et une augmentation de 50% des salaires.

Pour éviter tout débordement, la police de la capitale rappela « à la population toute entière l'obligation qui lui est faite de se conformer

## Espéranto et perestroïka

Il y a de très nombreuses années, la municipalité de Kazan, capitale de la République autonome des Tatars, décida de baptiser une de ses rues « rue Espéranto ». Petit événement banal, reproduit dans plus de sept cents villes dans le monde à ce jour. Mais Staline veillait. Dans une de ses nombreuses crises de délire, il décréta « l'espéranto, langue des espions » (1). Comme l'anarchisme, le mouvement espérantiste fut anéanti par « le petit père des peuples » (1). Et la « rue Espéranto » de Kazan fut rayée de la carte... pour être rebaptisée « rue Jdanov », du nom d'Alexei Alexandrovitch Jdanov, un des grands patrons de la police politique soviétique ! Cinquante ans après, la municipalité actuelle de Kazan vient de redonner son nom d'origine à cette rue. Exit Jdanov, retour de la « rue Espéranto ». C'est ça qu'on doit appeler une révolution, un tour complet sur soi-même.

Y. P.

(1) Sur cet épisode « glorieux » de l'histoire russe, on peut consulter le numéro 34 de « Volonté anarchiste », ou le bouquin récemment paru : « La dangera linguo » de Ulrich Lins.



La violence politique à Haïti (novembre 1987).

aux prescriptions des lois réglementant la vie en société ». Ainsi « les actes de lynchages, de brûlement, les tortures et passages à tabac par la foule sont assimilés à des crimes, meurtres, assassinats ou délits graves suivant les cas, avec toutes les conséquences pénales qui en résultent ».

## Grève générale...

Le 15 novembre, la CATH (Centrale autonome des travailleurs haïtiens) appela, avec d'autres organisations, à une grève générale pour la semaine suivante afin d'exiger la libération des prisonniers politiques, la libre syndicalisation, le désarmement des macoutes, la baisse de l'essence et affirmer leur soutien au leader de l'Eglise populaire, B. Aristide. Il s'agissait également d'obtenir la réintégration d'ouvriers révoqués dans de nombreuses usines pour fait de grève. Interrogé par Radio-Soleil, un employé de l'entreprise « Comme il faut » décrivait comme suit l'atmosphère qui régnait dans celle-ci : « Il faut que ces militaires vident les lieux pour nous permettre de reprendre nos activités. Une usine n'est pas une caserne. Nous travaillons dans une fabrique de cigarettes (...). Ces gens nous empêchent de revendiquer et sont allés jusqu'à frapper l'un d'entre nous. Ajoutons l'attitude du patron à notre égard. Dès lors que nous avons cessé le travail, il nous méprise comme des chiens. Jamais il ne nous a demandé les raisons de la grève. Les militaires se répandent dans la cour ; ils ont accès à la direction, alors que nous autres, nous ne pouvons y entrer qu'à condition d'avoir un papier. Contrairement à notre attente, le patron ne nous a jamais appelé en vue d'une négociation, et il ne nous a encore rien dit au sujet de la grève ».

Pour J. A. Mesyeux, un des responsables de la CATH : « Depuis le 17 septembre, date du coup d'Etat du général Avril, la situation des masses populaires a empiré. Le général Avril avait promis au peuple le « déchoukag » des macoutes, le jugement de Franck Romain (2), l'amélioration de sa situation économique et la satisfaction des revendications des soldats. Au lieu de satisfaire les intérêts du peuple, il a fait tout le contraire ».

Malgré le boycott de l'information et d'organisations (3), cette

grève générale fut massivement suivie dans tout le pays.

## Intimidations...

Un tel événement ne pouvait laisser indifférent le gouvernement. Le ministre de l'Information dénonça « le caractère illégal du mot d'ordre d'une grève générale lancé par quelques organisations et associations ». Le ministre de la Justice, quant à lui, fut encore plus clair. Pour lui, il « était évident que ces ordres de grève générale, dite grève d'avertissement, visant à paralyser les activités sociale, économique et politique de la nation, poursuivent des objectifs politiques, ce qui leur confère un caractère subversif tendant à porter atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat ». « De ce fait, ils constituent des crimes prévus et punis par les articles 78, 178 et 258 du code pénal ».

Les derniers événements connus, à l'heure où nous écrivons ces lignes, confirment le raidissement du pouvoir. Les commémorations des 29 novembre 1987 (4) et 6 décembre 1929 (5) furent troublées par l'armée tandis que des macoutes étaient réinstallés à des postes importants à Cap Haïtien. D'ailleurs, pour le président : « il y a deux secteurs qui sont responsables de toutes les perturbations sociales : l'extrême gauche et l'extrême droite. Pour arriver à déterminer quel est le secteur qui opère (ou s'ils ont fait alliance), il nous faut commencer par les arrêter en flagrant délit (...) ils agissent dans l'ombre et avec lâcheté. Ils tuent de paisibles citoyens pour le plaisir de tuer, ou bien ils investissent la maison d'un citoyen en vue de commettre un assassinat ». Une nouvelle étape vient donc d'être franchie : il s'agit de criminaliser les secteurs progressistes.

## Sous le regard de l'Oncle Sam

Contrairement aux événements de juin, Washington n'a nullement condamné l'arrivée au pouvoir de P. Avril. Le porte-parole du département d'Etat s'était alors contenté de réitérer les conditions auxquelles devait se plier Haïti afin de bénéficier à nouveau de l'aide nord-américaine.

Et pour cause, selon certaines sources, le coup de force aurait eu la bénédiction de la Maison Blanche avant sa réalisation. D'après Beverly Bell, coordinatrice du « Washington Office on Haïti », au cours du mois de septembre, Prosper Avril « s'était rendu à Washington et avait rencontré des officiels du gouvernement nord-américain qui avaient établi, essentiellement, un agenda en quatre points pour lui. En premier lieu, il devait se débarrasser d'Henri Namphy ; deuxièmement, faire cesser le trafic de drogue d'Haïti vers les Etats-Unis ; troisièmement, faire extraditer le colonel Jean-Claude Paul aux Etats-Unis où il serait jugé pour trafic de drogue ; quatrièmement tenir des élections » (6).

Le 26 septembre, le Congrès recommandait officiellement au gouvernement haïtien « d'initier une transition crédible vers la démocratie (...) d'observer strictement les droits civils et humains (...) d'instituer la réforme d'une bureaucratie corrompue (...) de promouvoir le développement économique au bénéfice du peuple haïtien » et de « faciliter la coopération entre les Etats-Unis et Haïti dans le domaine du trafic grandissant de drogue ».

Le 6 novembre, le rival de P. Avril, Jean-Claude Paul était empoisonné. Simple querelle familiale, comme le suppose la version officielle, ou conséquence de l'accord entre les deux pays afin d'intensifier la lutte contre le trafic de stupéfiants ?

Récemment, à cause des événements de ces dernières semaines (grève générale, manifestations...), Washington décida de débloquer une trentaine de millions de dollars malgré l'interdiction du Congrès. Selon un officiel, la Maison Blanche est encouragée « par ce que le gouvernement est en train de faire (!), et nous essayons de faire ce que nous pouvons dans les limites des restrictions ». N'est-ce pas plus exactement la crainte que la situation politique ne dégénère ?

Le bilan des trois premiers mois de règne de P. Avril sont sans surprise. Déclarations de bonnes intentions, populisme, démagogie, sa politique de charme camoufle le fait que le présent gouvernement n'a en réalité guère pris d'engagements

précis jusqu'à aujourd'hui (7). Assuré du soutien de la bourgeoisie, celle-ci est satisfaite de la prochaine remise en route du processus de retour à la démocratie. Il est actuellement question d'un certain avant-projet de décret d'un Collège électoral d'Haïti (CEDHA).

Afin de consolider le pouvoir d'une bourgeoisie favorable à la modernisation du pays, il est impérieux de briser toute contestation dans l'armée, les usines et la rue.

On peut s'attendre prochainement à la reprise de l'aide économique et militaire américaine, qui accentuera encore le contrôle de la Maison Blanche sur le pays. L'heure est donc à la normalisation en attendant la mise en place du gouvernement civil prévue pour le 7 février 1990. En effet, selon P. Avril, « à cause de sa misère, le peuple n'a pas encore la maturité pour le changement politique ». Pourtant, le « Mouvement paysan de Papaye » avait déclaré au lendemain du coup d'Etat que « le 17 septembre n'était rien d'autre qu'un poisson d'avril », n'est-ce pas le plus beau démenti à la précédente déclaration ?

Jean-Claude PASCAL

## NOTES

- (1) Déracinement du duvaliérisme.
- (2) Ancien maire de la capitale, allié du ministre Namphy et impliqué dans le massacre de l'église Saint-Bosco de septembre 1988.
- (3) Les deux autres principaux syndicats (la CATH-CLAT, démocrate-chrétienne, et la FOS, affiliée à l'AFL-CIO) refusèrent de se joindre à la journée d'action du 21 novembre.
- (4) Jour de l'élection présidentielle qui se solda par des massacres à l'instigation des macoutes avec la bienveillance de l'armée.
- (5) Le 6 décembre 1929, durant l'occupation américaine, un groupe de paysans fut exécuté.
- (6) Interview du 19 septembre 1988.
- (7) Au cours de sa conférence de presse du 21 octobre, les thèmes de son discours portèrent sur le redémarrage du processus électoral, la Constitution, la situation économique et sur l'agitation populaire qui freinait le rétablissement de la démocratie...



Prosper Avril.

Bande dessinée : Ballade irlandaise

La bande dessinée historique verse souvent dans l'esthétisme ou met au goût du jour les pires idées réactionnaires.

Pendant la dernière partie de la Première Guerre mondiale, l'Irlande pense ses plaies. Elle a eu droit à sa part de boucherie en 1916, lors des Pâques sanglantes de Dublin.

L'habileté des auteurs consiste à prendre position sans morale ni manichéisme par rapport à un problème toujours d'actualité.

ANTONIO

"Sinn-Fein : la révolte irlandaise", par Cinzia Ghigliano et Marco Tomatis, 1988, Casterman, en vente à la librairie du Monde libertaire.



Copinage

Pascal Didier présente "Les copains de la nuit" tous les mercredis de 22 h à minuit sur les ondes de Radio-Beffroi (95.2 MHz) à Thionville.

Pour tout contact : "Les copains de la nuit", c/o Radio-Beffroi, 22, rue de la Paroisse, 57100 Thionville.

DISQUES

Les chants d'hiver

VOUS allez pouvoir emmener votre voisin de palier qui en plein mois de décembre écoute encore les tubes de l'été en « merdulation de fréquence ».

A commencer par Bernard Lavilliers, voyageur poète. Poète du voyage et aventurier du verbe. Un Lavilliers de passage. De retour de mille routes avec des mots pour le dire.



(Photo : Alain Doudelet)

m'as croisé parfois, dans la nuit / Dans mes endroits de malfrats, des lieux maudits mal fréquentés / Justement avec des frères, qui ont fait des années de ratière / Réprouvés par la justice et par la loi des hommes / (...) C'est un cri d'alarme, des mots d'amour / Je suis là sans arme, seul, seul, dans le petit jour ».

Etre en Amérique du sud avec Lavilliers et quelques sillons plus loin se retrouver au nord, dans l'Amérique, au Québec. L'accent, la voix de Diane Tell. Il suffit alors d'un rire, d'un rien. Il suffit de ne pas laisser « filer le bonheur » et de partir avec « la belle du port », Diane Tell un peu « Apache ».

Patrick Font passe toujours de doux moments. Si près des filles et peut-être bien de la liberté. « Princesse inaccessible / château des pays fous / dans mon rêve impossible / m'entendez-vous ? ».

Autant de voix pour le jour et la nuit. Quelques cris d'alarme et d'amour. Quelques chants essentiels. Il faudrait parler aussi des nouveaux textes que chante Serge Reggiani, ces poèmes d'amour à des gens qu'il aime, à Pablo Picasso, à Charlie Chaplin, à sa femme... Des mots de Pierre Meige. Mots blues, mots du « Strip au cœur ». Les nuits d'un « Pianiste de bar ».

Pascal DIDIER

Bernard Lavilliers, « IF... » (Barclay). Diane Tell, « Dégrippe-moi » (EMI). Patrick Font et Philippe Val, « Votez sensuel » (Blue Silver). Et les derniers disques de Serge Reggiani, Pierre Meige et Gilles Servat.

« Je foutrai le feu à l'orphelinat »

TÉMOIGNAGE bouleversant que celui que nous propose Philippe Ludger. Un témoignage parmi tant d'autres sur ces lieux de non-vie que sont institutions (spécialisées ou pas), orphelinats et autres maisons de réinsertion.

Entré comme éducateur à l'orphelinat de Puinef à Villiers-le-Grand dans le nord de la France, il est affecté à la section « benjamins » où sont regroupés des enfants de dix à treize ans.

Une expérience qui va bouleverser sa vie. Il découvre les traumatismes de ces mal-aimés, pour la plupart issus de familles à problèmes graves.

Il va tout faire pour rendre ces enfants heureux, les faire participer à des activités de loisirs, et surtout leur donner beaucoup d'amour.

« De l'amour plus qu'il n'en faut, de l'amour à en avoir mal à

respirer, aimez les enfants, aimez-les et ne faites que cela ». Un an de lutte où il va apprendre à ses dépens que ses conceptions d'éducation libertaire ne sont pas celles d'une administration aux méthodes rigides et parfois inhumaines où l'autorité est omniprésente.

« Les enfants vivent dans l'ignorance et dans la crainte, ils sortent de Puinef comme on sort de prison, éteints, résignés, sans espoir ils ne vivent pas, ils survivent ».

Licencié, il va tirer de sa révolte un projet de vie pour que ces gosses retrouvent une famille, se sentent aimés et puissent sourire à la vie.

Je foutrai le feu à l'orphelinat (1), un récit émouvant et plein d'espoir.

BRUNO (Gr. région-toulonnaise)

(1) Editions Atlantic, Paris.

« Erich Mühsam (1878-1934) »

Une fois de plus, les éditions Partage Noir mettent à la portée de toutes les bourses un travail inédit sur l'anarchisme (1). Il n'existait qu'une brochure de Roland Lewin sur Mühsam, aujourd'hui épuisée.

YVES (Gr. « Les Temps Nouveaux »)

(1) Erich Mühsam (1878-1934), éditions Partage Noir, en vente à la librairie du Monde libertaire (9 F).

NOTE DE LECTURE

« Les horlogers de l'anarchisme »

ENCORE un livre sur la Première Internationale, la Fédération jurassienne et le duel Bakounine-Marx ? Oui, encore un, et un bon. De toute façon, il n'y en aura jamais trop, pour faire face au déferlement permanent du mensonge marxiste organisé.

Mario Vuilleumier (y-a-t-il un lien de parenté avec Marc Vuilleumier ?) reprend, après beaucoup d'autres, la piste de ces horlogers du Jura qui fondent en 1864 la branche jurassienne de l'AIT... Ils vont donner naissance au premier mouvement anarchiste organisé, dont l'activité culmine au Congrès de Saint-Imier de 1873, un des actes de naissance de l'anarchisme.

Balayant les réductions manipulatoires de l'école marxienne, l'auteur tente de montrer l'accord parfait, la rencontre entre une idéologie, la philosophie libertaire naissante, et une pratique, l'association volontaire et autonome des ouvriers de l'horlogerie jurassienne.

Mais ne faisons pas la fine bouche. Comme l'écrit Pierre Ansart, dans sa préface : « Il s'agit là d'un livre exemplaire, non seulement par la qualité de son information historique et la rigueur de l'enquête sociologique, mais bien parce qu'il constitue un modèle pour des recherches de socio-histoire, ou, si l'on préfère, d'histoire sociologi-

que. Mario Vuilleumier montre à quelles conditions de telles études peuvent être menées pour parvenir à des démonstrations convaincantes.

« La réussite d'un tel travail serait incomplète s'il y manquait le talent d'écriture. Sans jamais se départir de la sobriété de l'expression, Mario Vuilleumier allie l'élegance de l'écriture à celle de la démonstration qui font de la lecture de son livre un véritable plaisir. Une telle réussite est exceptionnelle. »

Comme cadeau de fin d'année, ce ne serait pas une mauvaise idée... Ajoutons que ce livre comporte dans ses pages finales — et ce n'est pas son moindre mérite — une bibliographie tout à fait remarquable.

Yves PEYRAUT

Édité par Payot / Lausanne, en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 140 F.

ÉCOUTEZ RADIO-LIBERTAIRE 89.4 MHZ PARIS

Sélection de programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeudi 22 décembre

« Les courants d'art s'envolent » (20 h 30 à 24 h) : avec comme invités Isabelle Emerique (Pâques contemporaines), Gilbert Peyre (expo-bidons), Mireille Leger et Igor Ustinov.

Vendredi 23 décembre

« Micro-climat » (21 h à 22 h 30) : François Tanguay, « L'Habitat bioclimatique ».

Samedi 24 décembre

« Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h) : Noël, fêtes et blues.

Dimanche 25 décembre

« Pays de l'Est » (16 h 30 à 18 h) : sur l'Estonie, entretien avec Vahur Linnuste (enseignant d'estonien à l'Institut des langues orientales de Paris). « BD DA et Cie » (20 h à 21 h 30) : bandes dessinées et préhistoire, avec Patrick de l'émission l'« Homme et la Terre ».

Mardi 27 décembre

« Honky tonk » (22 h 30 à 3 h) : les flûtistes de jazz, avec Michel Edelin.

## GRÈVE DU CENTRE DE TRI DE MONTROCHET

## Interview d'un militant de la CNT

La grève des Postes est officiellement finie, mais en fait elle continue dans certains centres de tri. Toutes les raisons de son apparition n'ont pas été supprimées, notamment en ce qui concerne la réintégration des services privatisés au sein des PTT. C'est ce qu'explique, entre autres, l'interview d'un postier du centre de tri de Montrochet, militant à la Confédération nationale du travail, que nous vous proposons ci-dessous.

La rédaction

— Le « Monde libertaire » : Tout d'abord, peux-tu nous dire pour quels motifs les postiers, et plus précisément ceux du centre de tri de Montrochet, se sont mis en grève ?

— Roger : Il y avait un mécontentement, mécontentement surtout salarial, mais aussi dû aux conditions de travail. En effet, la Poste crée de nouveaux produits, veut être concurrentielle, et pour le personnel cela veut dire que les cadences augmentent, qu'il faut travailler toujours plus avec moins de personnel car les postes vacants ne sont pas comblés. Quand en plus on sait qu'en quelques années les postiers ont perdu 10% de leur pouvoir d'achat, on a compris les motifs du mécontentement du personnel. Celui-ci a voulu, en partant en grève, récupérer ce qu'il avait perdu et même gagner un peu plus. Il voulait remettre aussi au goût du jour certaines revendications concernant

Précisons que dès le départ la CGT était pour la grève partout où il y avait du mécontentement. La majorité des postiers de Montrochet pensaient aux grévistes qui luttaient et se battaient activement pour faire avancer les revendications, et peu à peu ils se sont dits « pourquoi pas nous ? ». Mais, en réunion, on n'arrivait jamais à obtenir plus de 50% de « oui » pour la grève car il y avait malgré tout beaucoup de réticences parmi le personnel, et seule la CGT parmi les grandes centrales syndicales était pour la grève. Et cela a duré jusqu'au 14 novembre. Ce jour-là, une assemblée générale du personnel de nuit a eu lieu à l'initiative de la CGT, initiative à laquelle s'était jointe la CFDT. Lors de l'assemblée générale, la CGT a appelé, sur la base de ses revendications (1 500 F pour tous d'augmentation et 6 000 F minimum) à la grève illimitée, sans préavis, avec occupation des locaux. La

on a eu la surprise de les voir revenir et d'apprendre que l'intersyndicale s'était mise d'accord sur une plateforme en six points (1 000 F pour tous, salaire de 6 000 F minimum, réintégration des filiales privatisées, etc.). Et pour que la grève démarre sur cette plate-forme, avec un préavis de grève illimitée à partir du 21 novembre, une consultation à bulletins secrets a été organisée sur tout le centre. Ce vote a donné 58% de « oui » pour la grève. Le lundi, lorsque la grève a commencé, il y avait 60% de grévistes, d'où la fiabilité de ce système de vote.

— ML : Quelles étaient les différentes stratégies syndicales lors de la grève et quelle était la position de la CNT ?

— R. : La CNT n'a pas été conviée à l'intersyndicale, mais les militants de la CNT ont été présents tout au long de la grève, notamment lors des assemblées générales, des piquets de grève et des commandos qui ont été mis sur pied pour empêcher la mise en place de centres de tri parallèles. Les militants de la CNT sont intervenus à titre individuel, en tant que postiers.

A cela, plusieurs raisons : la première était qu'une partie des syndiqués ne voulait pas accentuer la division syndicale ; la deuxième était que ceux du service de la plate-forme TGV, où la CNT est la seule organisation représentative du personnel, avaient, lors d'une assemblée générale interne au service, mandaté des délégués qui représentaient donc tout le personnel de service et non les seuls syndiqués de la CNT.

Notre position était que les syndicats effacent leurs divergences, élaborent une plate-forme commune, puis appellent à la grève, et que cette grève ne soit pas locale mais soit étendue à tous les centres de tri, pour que les revendications nationales (grilles salariales, etc.) aient véritablement des chances d'aboutir.

Pour nous, cette grève était faussée si elle restait simplement cantonnée à Montrochet et si on la limitait à la définition qu'en donnait la CGT. La CGT pousse à la grève mais fait tout pour la limiter à un centre de tri et pour ne pas amplifier le mouvement au niveau national. C'est pour cela que les centres de tri partent en grève les uns après les autres et, même si ce sont des grèves très dures, reprennent finalement le travail avec des revendications locales souvent satisfaites mais jamais nationales. Leur tactique est d'allumer des feux un peu partout mais de ne jamais faire de grève globale et nationale.

Notre stratégie a donc été de populariser la grève auprès de nos camarades des bureaux. Sur Montrochet, on a sorti un tract expliquant notre point de vue et on l'a diffusé sur tout le département. Ce tract incitait les postiers à se réunir en assemblée générale, car pour gagner il fallait élargir la grève. La CGT et la CFDT n'ont jamais fait ce travail. A la CFDT, il faut dire que la fédération PTT était contre la grève ; quant à la CGT elle ne s'est jamais donnée les moyens, en déposant un préavis par exemple, pour faire une grève nationale.

— ML : Peux-tu me préciser brièvement la situation syndicale à Montrochet ?

— R. : En nuit, il y a trois services et les syndicats se répartissent chacun un service. Cela tient à l'histoire du centre de tri. En salle de nuit c'est la CGT, en transbordement de nuit la CFDT, et à la plate-forme TGV la CNT.

— ML : Quelle a été la réaction de la hiérarchie face à la grève ?

— R. : Face à cette lutte unitaire et majoritaire sur le centre de tri (60 à 65% de grévistes, un centre de tri

bloqué), la direction a répondu que les négociations ne pouvaient être que locales et ne porter que sur des revendications locales, puisque la grève ne s'étendait pas au niveau national.

La première chose que l'on a obtenue, c'est le remplacement des seize emplois vacants et la titularisation de douze auxiliaires. Pour la direction, suite à ces concessions, il ne restait plus qu'à négocier une grosse prime locale qui ferait que les grévistes n'auraient rien perdu financièrement en partant en grève. C'était de plus une des conditions pour la reprise du travail : aucune retenue de salaire sur les jours de grève.

— ML : Face à ces concessions, quelles ont été les réactions du personnel et des syndicats ?

— R. : Après huit jours de grève, lors de l'assemblée générale, le lundi, on a eu la surprise de voir arriver la CFDT qui, alors qu'elle était encore mandatée par l'assemblée générale, appelait à la reprise du travail car les concessions de l'administration lui convenaient. Pour elle, il n'y avait plus rien à espérer, alors que le mouvement était au plus fort de sa combativité... Cette position a été rejetée par l'assemblée générale à la quasi-unanimité, mais elle a causé une certaine division.

A la CNT, notre position est que la CFDT était mandatée par

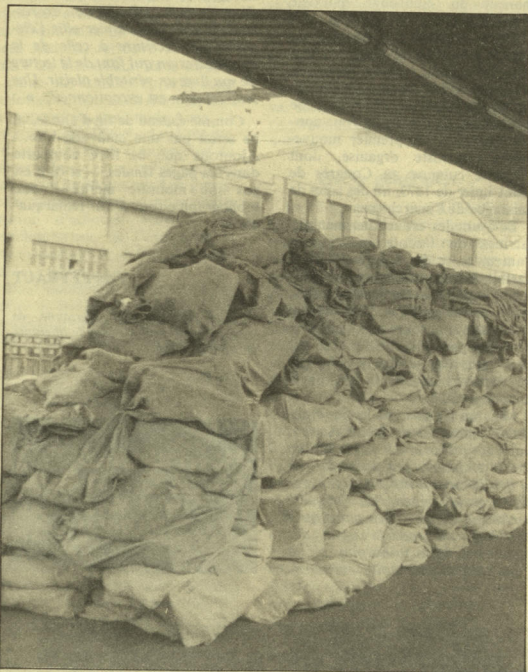
l'assemblée générale du personnel pour conduire la grève et non pour appeler à la reprise. La CFDT aurait dû, selon nous, tout du moins attendre que l'assemblée générale lui retire son mandat avant d'appeler à la reprise. Et non de se retirer avant car là on inverse les rôles. De toute façon, cette prise de position a poussé à l'effritement du mouvement et à la division.

— ML : Que restera-t-il de cette grève ?

— R. : L'important c'est que, dans les services où l'unité du personnel est restée très forte, on reprenne dans l'unité avant que le mouvement ne s'effiloche, et que nous gardions tous en mémoire que les vieilles querelles entre personnes ont été mises de côté pour que la grève puisse avoir lieu et être forte.

La grève, c'est aussi un moment où l'on discute et où l'on agit ensemble. Nous devons nous en souvenir et préparer une grève nationale des PTT, ou tout du moins de tous les centres de tri. Pour cela, il faut tenir compte des organisations syndicales présentes dans les PTT car beaucoup de postiers croient toujours au syndicalisme ; et même si il y a une coordination, elle tiendra compte des syndicats.

Propos recueillis par  
PAUL (liaison FA de Lyon)



la renégociation des grilles salariales ; c'est-à-dire dans ce cas précis qu'il voulait obtenir que tous les préposés passent à l'échelon AXDA : en clair une augmentation mensuelle de 300 à 400 F.

Un projet de réforme allant dans ce sens avait été réalisé vers 1983-1984, mais il a été enterré depuis cette date. Les postiers ont été patients, après le gouvernement de rigueur de Fabius, après deux ans de gouvernement Chirac. Ils ont voté majoritairement pour que la gauche revienne au pouvoir et fasse aboutir cette réforme. Or, rien n'a été fait dans ce sens par Rocard.

— ML : Comment la grève a-t-elle démarré ?

— R. : Sur toute la France des centres de tri et des chauffeurs sont partis en grève. A Montrochet, à l'initiative de la CGT, des réunions et des discussions informelles ont eu lieu du 18 octobre au 14 novembre.

CFDT, quant à elle, considérait que les revendications de la CGT étaient anti-gouvernementales et complètement irréalistes. Elle se prononça pour une revendication plus facile à obtenir selon elle, soit 570 F d'augmentation pour tous.

Suite à ces prises de positions des centrales syndicales, il y a eu une discussion pendant laquelle bon nombre de postiers ont demandé l'unité syndicale. Au bout de deux heures, le personnel a voté à la quasi-unanimité pour la mise en place d'une plate-forme syndicale commune. La CGT, la CFDT et FO sont donc parties en réunion jusqu'à 3 h du matin, mais à leur retour leurs divisions ne s'étaient qu'accrochées. Il est vrai qu'à Montrochet il n'y a pas eu d'unité syndicale depuis 1978.

Après la nuit du 15 novembre, où les syndicats étaient restés divisés,

## Le retour des dames-patronesses

Le projet de loi sur le revenu minimum d'insertion (RMI) avait suscité énormément de commentaires électoraux. Son adoption le 30 novembre 1988, puis sa mise en application dès le 15 décembre, sont passées relativement inaperçues.

Le RMI sera financé par les impôts. Environ 270 000 foyers devraient y avoir droit (1). Mais les élèves, les étudiants et les moins de vingt-cinq ans sans enfant à charge ne peuvent y avoir accès. Les étrangers dépourvus d'une carte de séjour d'au moins trois ans, ou d'un titre équivalent, non plus, « afin d'éviter un "appel d'air" de l'étranger » (sic) (2). Le RMI est un complément de ressources à hauteur de 2 000 F pour une personne seule ; les allocations et autres prestations sont comprises dans cette somme. A terme, cela signifie la disparition des allocations (3). Dans les DOM le montant du RMI sera moindre qu'en métropole, comme pour le SMIC, alors que le coût de la vie est supérieur...

Après la première demande, si celle-ci est acceptée, le RMI est versé pendant trois mois. Puis, en fonction d'un « contrat d'insertion », le versement continue pendant trois mois à un an. Il peut être reconduit pour une période de trois mois à un an, modifié, ou encore suspendu si le bénéficiaire ne respecte pas ses engagements. Ce qui n'empêche pas un animateur de quartier de déclarer à des candidats au RMI : « Le RMI, c'est un contrat entre vous et la société » (4). Ce sont les caisses d'allocation familiale qui versent le RMI et vérifient la situation des bénéficiaires...

Le « contrat d'insertion » est établi par une « commission locale d'insertion ». Outre des élus et un représentant de l'Etat, cette commission comprend deux patrons ou représentants d'organismes économiques ou sociaux. Comme quoi le patronat n'hésite pas à « s'opposer » au « destin farceur » qui s'obstine à licencier. Ces commissions locales sont chargées de préparer la réinsertion. Comment s'y prendront-ils alors que l'Etat et le patronat suppriment sans cesse des emplois ? Les seules solutions envisagées sont des activités bidon ou au profit de notables locaux. Pour ces derniers, le RMI est une véritable haubaine. D'autant que les candidatures au RMI peuvent être déposées, entre autres, auprès d'associations agréées par le préfet. Au pire, la loi permettrait de créer une classe entièrement à la disposition de l'Etat-nourricier, chargée d'effectuer un contrôle social de la population.

Le problème central, la réinsertion, est complètement évacué. Le RMI s'ajoute aux TUC, SIVP et autres « mesures sociales ». Il tire un peu plus les salaires vers le bas et déculpabilise les patrons, Etat compris, qui, désormais, pourront licencier sans complexe. Evidemment, le RMI vaut mieux que rien. Mais il ôte toute autonomie à ses bénéficiaires et les marginalise. La solution à ce problème n'est pas seulement l'augmentation du montant du RMI, mais elle passe surtout par la revendication du droit à l'emploi. Cette revendication aurait l'avantage de rejoindre les préoccupations des travailleurs (voir les dernières grèves) pour de meilleures conditions de travail, des salaires plus élevés et des créations d'emplois.

JÉRÔME (Gr. Flores-Magón)

(1) D'après Libération du 16 octobre 1988. Mais le gouvernement a cité le chiffre de 500 000 bénéficiaires.

(2) Le Monde daté des 4 et 5 décembre 1988.

(3) Sur ce projet, voir le Monde libertaire n° 724 du 3 novembre 1988.

(4) Libération du 16 octobre 1988.